

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

La signification des mouvements dans la  
métallurgie

*par Antoine LAVAL*

L'affaire Bull ou le nationalisme dépassé

*par Henri STERN*

Alfred Rosmer intime et exemplaire

*par Pierre et Paule GODEAU*

Le féminisme est-il une victoire  
révolutionnaire ?

*par Jeanne MAISONNET*

Comment s'est déroulé le congrès  
des travailleurs de la terre algériens

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F  
Un an . . . . . 20 F

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 13 F  
Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« Révolution prolétarienne »

21, rue Jean-Robert, Paris (18\*)  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h  
Les samedis de 17 h à 19 h

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 505 - Mai 1965

L'action ouvrière doit sortir de la Nation . . . . .	« La R.P. »
La signification des mouvements dans la métallurgie . . . . .	A. LAVAL
L'affaire Bull ou le nationalisme dépassé . . . . .	H. STERN
Le Budapest du mois . . . . .	R. LOUZON
Après SES déclarations contre le dollar . . . . .	J. PERA
Pendant qu'on se bat à Saint-Domingue et que l'on parade à Moscou . . . . .	R. HAGNAUER
Les syndicats américains demandent la loi de 35 heures . . . . .	M. LIME
Echos de la Table Ronde Syndicaliste de la Loire : La Table Ronde à « la R.P. ». — Les grèves Peugeot : du nouveau. — L'étape du Premier Mai (M. Piolet). — Le XII <sup>e</sup> Congrès de l'U.D.-F.O. (U. Thévenon). — Le féminisme est-il une victoire révolutionnaire ? (J. Maisonnnet).	
Parmi nos lettres : Sur les salaires et les prix (J. Hémy). — L'Internationale Socialiste (C. Fournier). — Les prétentions des gens instruits (R. Louzon).	
Alfred Rosmer intime et exemplaire . . . . .	P. et P. GODEAU
Présences américaines contemporaines . . . . .	P. AUBERY
Les problèmes de la révolution . . . . .	R. LOUZON
Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre algériens.	
Un étudiant noir parle de la Chine rouge.	
La situation des Juifs en U.R.S.S.	

## Entre nous...

Nous avons eu quelque peine à sortir ce numéro. Charbit ayant dû subir une opération chirurgicale, n'avait pu « cuisiner » notre numéro d'avril. Il avait été remplacé par Guilloiré. Mais celui-ci, conséquence d'un excès de jeunesse, a été victime d'un accident que nous espérons sans gravité mais qui l'immobilise loin de nous. Heureusement Charbit a courageusement interrompu sa convalescence pour achever la mise en pages préparée par des camarades dévoués.

Si notre cuisinier a eu quelque peine ce mois-ci, c'est à cause d'une anormale abondance de copié. Et il s'est résigné à un choix difficile. Nous laissons sur le marbre des papiers dont l'intérêt ne diminuera pas le mois prochain.

Numéro de mai. Le Premier Mai cette année a gardé son caractère purement rituel, souillé pas d'odieuses parades dans les pays dits socialistes.

Profitions-en pour nous livrer à un véritable examen de conscience, en nous référant aux fondateurs de la R.P.

Monatte a écrit dans « La Vie Ouvrière » d'avril 1914, une « Histoire du Premier Mai », reproduite dans la « R.P. » de juillet-août 1960... « bon petit chemin de plaine quand la classe ouvrière est sans confiance dans sa force, sans espoir dans son avenir ; au contraire, chemin de montagne, découvrant de larges horizons, quand la classe ouvrière a repris vigueur et qu'elle prépare la bataille ». Evoquant le Premier Mai américain de 1886, Monatte constatait que la grande manifestation perdit son caractère jusqu'à ce que la CGT de 1906 ranimât la conscience ouvrière. « La foi de celle-ci avait été rongée « par l'idée d'une révolution politique qui tomberait soudain sur la société comme un voleur dans la nuit ».

Robert Louzon, opposait, dans la R.P., en avril 1948 « le socialisme ouvrier au socialisme bour-

geois ». Celui-là « tendait à la libération de l'individu, il recherchait une généralisation de la liberté ». Celui-ci « vise à l'asservissement de l'individu, au rétrécissement de son activité ». Celui-là est progressif, celui-ci régressif ».

En avril 1953, dans un article consacré au tzar Staline, Louzon rappelait l'admirable formule de Montesquieu « Le principe du gouvernement despotique se corrompt sans cesse parce qu'il est corrompu par sa nature ». Il n'est pas inutile, alors qu'on tente de réhabiliter Staline de rappeler la démonstration éclatante rédigée par notre ami du caractère despotique du stalinisme qui l'a emporté parce qu'il exprimait les intérêts « d'une nouvelle classe de privilégiés » et qui a pu aussi liquider tous ceux qui croyaient encore au socialisme.

Dans le même numéro de la R.P., Alfred Rosmer titrait son article : « l'Ere des dictateurs ». Il y prouvait que sans l'aide américaine, l'URSS n'aurait pu vaincre Hitler. Il y attribuait à Staline toute la responsabilité « des millions de morts de soldats russes des premiers mois de la guerre... »

Nous restons donc dans l'esprit de la R.P., dans la ligne fixée par ses fondateurs, en refusant de reconnaître une révolution purement politique comme notre Révolution — en opposant la liberté ouvrière au despotisme « socialiste » — en proclamant une fois de plus que le socialisme ne se réalisera que lorsque nous serons sortis de « l'ère des dictateurs ».

Mais surtout nous devons répéter avec Monatte que l'essentiel c'est « que la classe ouvrière reprenne confiance en elle-même ». La mission de la R.P., c'est justement de ranimer, renforcer, durcir cette confiance. La révolution prolétarienne ce n'est pas le prolétariat soumis à la révolution — c'est la révolution faite exclusivement par et pour le prolétariat, afin d'aboutir à la suppression de la condition prolétarienne.

# L'ACTION OUVRIERE DOIT SORTIR DE LA NATION

En saluant les grèves qui ont éclaté particulièrement dans les chantiers navals, l'automobile, l'électronique, nous ne cédon pas à notre parti-pris fondamental. Certes nous pensons toujours que l'immobilisme reste, pour la classe ouvrière, le plus grand des maux, même lorsqu'il s'explique par des effets heureux du paternalisme étatique. Ce qui est conquis a toujours beaucoup plus de valeur que ce qui est reçu. Accepter des cadeaux, plutôt que lutter pour satisfaire des revendications, c'est préférer l'humiliante sollicitude à la joie de la conquête. On défend mal ce que l'on n'a pas arraché de haute lutte.

Deux autres idées-forces se dégagent cependant de l'examen de ces mouvements. C'est d'abord que l'initiative ouvrière revient à l'industrie privée. Depuis plusieurs années, c'étaient surtout les grèves dans les Services publics qui agitaient l'opinion politique. Et c'étaient souvent des grèves-démonstrations qui ne pouvaient être menées jusqu'au succès. Cette fois, le mouvement trouble des industries soumises aux règles ordinaires du capitalisme, c'est-à-dire du marché et de la concurrence.

Mais ce qui est encore plus constructif et plus important, c'est que l'action ouvrière pose une fois de plus des problèmes qui dépassent les revendications ouvrières.

Certes, chantiers navals, automobile, électronique sont les trois industries où des mouvements grévistes sont en cours. Ce sont des secteurs économiques très différents, dont les marchés ne sont pas régis par les mêmes lois. Leur état de crise relative est cependant conditionné par un même phénomène : la concurrence internationale.

La construction navale vit en France, survit devrait-on dire, grâce à des subventions d'Etat. Les entreprises où sont fabriqués les véhicules à moteur sont suréquipées, si bien que leur capacité de production dépasse les possibilités d'absorption nationales, mais ne peut être utilisée à plein, du fait que d'autres usines sont, de par le monde, mieux outillées encore et bénéficient de clientèles directes plus vastes. L'électronique exige, pour la course au progrès, des recours financiers, matériels et humains qui dépassent les ressources d'une nation de second ordre.

La gigantesque compétition dans laquelle sont engagés les grands centres industriels condamne donc les politiques étroitement nationalistes ; elle exige toujours davantage la mobilisation des moyens, la concentration des forces, le regroupement des ressources. C'est une véritable guerre que se mènent les organisations masto-

dontes, dont les dimensions mêmes finissent par leur valoir une fonction essentielle dans les sociétés, si bien que les Etats s'efforcent à la fois de les soutenir et de les contrôler.

Les impératifs de ce gigantesque combat ne peuvent être trouvés dans le souci d'apporter aux populations l'abondance et le bien-être, bien que ce soit là les motifs les plus fréquemment avancés et que, dans la course même au dépassement, il soit tenu compte de la main-d'œuvre davantage qu'aux époques du capitalisme naissant. La classe ouvrière, dans une époque où la technique réalise des miracles, doit continuer à se battre non seulement pour obtenir une partie du revenu national, mais encore pour se protéger contre les effets du progrès industriel : le chômage.

Cette situation rend évident ce que la plupart des économistes ou des gouvernants nient, à savoir que le développement industriel se réalise de façon aveugle. Elle renforce notre méfiance envers les formules d'intégration des organisations syndicales dans les institutions d'Etat, ces dernières s'employant à conserver un certain équilibre dans les poussées concurrentielles, mais se refusant d'envisager une production en harmonie avec les besoins.

Ces observations peuvent sembler détachées du quotidien et ne conditionnent que de loin les tâches du mouvement syndical. Elles sont pourtant indispensables si l'on veut définir une politique ouvrière et si l'on refuse de laisser se transformer la tradition syndicaliste en rites. Elles conduisent à l'actualisation des principales revendications que chaque Premier Mai a clamées et qui représentent l'essentiel d'une authentique volonté ouvrière, valable pour aujourd'hui, comme pour demain.

Il s'agit en premier lieu de la réduction du temps de travail, en conservant à chaque salarié les avantages acquis, en faisant réintégrer dans le salaire brut, l'interminable série de primes, subsides et autres allocations.

Il s'agit de pratiquer un internationalisme réel entre travailleurs d'une même industrie, pour en finir avec des nationalismes coûteux et désuets, et créer une force de résistance ouvrière dégagée des frontières que les entrepreneurs et les financiers enjambent.

Il s'agit enfin d'intensifier la pression ouvrière jusqu'à rendre impraticable la loi de l'expansion économique en termes de concurrence, et donner aux salariés le droit et les moyens de maîtriser une machine industrielle qui est plus machine de guerre que machine à produire pour les hommes.

La R.P.

## NOS REVENDICATIONS :

### REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

avec maintien du revenu salarial

### ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

avec la double indexation :

par rapport aux prix ;

par rapport à la productivité

# LA SIGNIFICATION DES MOUVEMENTS DANS LA METALLURGIE

La fin du mois d'avril a été marquée, sur le plan social, par quatre conflits importants dans la métallurgie : Peugeot, Berliet, les Ateliers et Chantiers de Nantes et Bull.

Bien qu'apparemment les causes de ces conflits soient très différentes, bien qu'ayant affaire à des entreprises relevant d'activités économiques à conjoncture totalement dissemblable (voitures de tourisme, véhicules utilitaires, constructions navales, électronique), il est intéressant de dégager les points communs dans les causes profondes de ces actions revendicatives et ce qu'elles traduisent comme aspirations, craintes et exigences convergentes des travailleurs.

## L'EMPLOI

Ces dernières années, nous avons vu se multiplier les manifestations pour la défense de l'emploi : Hennebont, Decazeville, Saint-Nazaire, Montluçon, Saint-Etienne... et bien d'autres centres industriels ont vu mineurs ou métallurgistes descendre dans la rue pour défendre leur droit au travail.

C'est un signe des temps. Le travailleur d'aujourd'hui ne peut plus tolérer la précarité de la condition prolétarienne. Bien souvent, les grèves contre les licenciements prennent des tournures plus violentes que d'autres.

La conjoncture économique n'est donc plus ce qu'elle fut pendant ces temps derniers avec une expansion soutenue. Dans l'ensemble de la transformation des métaux, les horaires effectifs se sont abaissés, en moyenne, de 1 heure et demi à 2 heures par semaine. L'évolution du chiffre des chômeurs secourus par les ASSEDIC est aussi, pour nous, indicatif.

Que la durée du travail se réduise progressivement vers les 40 heures, tant mieux ! Mais ce qui aurait dû se faire comme chez nos voisins européens sous l'effet des conventions collectives, se fait chez nous sous un effet de conjoncture, c'est-à-dire sans compensation de ressources. Alors, dans ces conditions, l'ouvrier qui passe de 48 heures à 46 heures de travail par semaine voit diminuer ses ressources considérablement, compte tenu de l'incidence des heures majorées qui ne sont plus effectuées.

Les employeurs et le Gouvernement s'obstinent à ne pas vouloir prendre en considération les demandes ouvrières relatives à la réduction de la durée du travail, prétextant que le fléchissement de l'activité industrielle n'est que momentané et que nous passons le creux de la vague.

Tel n'est pas notre avis.

Les effets de la modernisation sont là pour nous enseigner, chaque jour, que la mécanisation et l'automatisation du travail limitent l'intervention de la main-d'œuvre.

Les énormes capacités de production atteintes font, qu'en Europe aujourd'hui, comme hier aux Etats-Unis, des appareils de fabrication ne sont plus utilisés à plein.

L'exemple de l'automobile illustre remarquablement ces affirmations.

En 1953, les constructeurs français occupaient 122.800 salariés qui produisaient annuellement 365.600 véhicules, soit un rapport de 2,97. En 1964, le nombre des salariés a relativement peu progressé, il est passé à 147.800, par contre, celui de la production de véhicule est passé à 1.541.500, soit un rapport de 10,42, cela seulement en 11 années.

## LE SALAIRE GARANTI

C'est bien cette préoccupation, cette appréhension, cette peur du lendemain qui ressort dans les explo- sions revendicatives à Sochaux-Montbéliard.

Les ouvriers de Peugeot ont, sans doute, une conscience plus élevée du problème que leurs camarades des autres firmes françaises d'automobiles. Ils ont bien compris que les relèvement d'horaires à 43 heures ou 46 heures et demi, que leur Direction leur propose pour mai et juin, ne seront que passagers et que, passée cette pointe d'activité très saisonnière, il faudra revenir à des horaires de 40 heures et peut-être moins. Aussi, pour eux, il ne s'agit pas de reculer pour mieux sauter : il faut acquérir une garantie de ressources valable sur une semaine de travail de 40 heures.

Sans vouloir jouer les prophètes du malheur, gagnons que ce qui se passera cet automne et cet hiver viendra confirmer nos dires et justifier la position défendue par bien des militants de l'automobile et de notre Fédération, qui ne veulent pas considérer isolément les conflits actuels, ne cessant de répéter que le problème est général et qu'une action nationale s'impose.

Enfin, il est aussi opportun de faire remarquer le contexte européen, voire universel, dans lequel se situe, aujourd'hui, la durée du travail. Depuis 1957-1958 nos voisins européens ont aménagé, dans leurs conventions collectives, des étapes de réduction progressive et compensée de la semaine de travail ; les Anglais, les Allemands sont ainsi très près des 40 heures : la République Fédérale Allemande connaissait, cependant, des problèmes de pénurie de main-d'œuvre aussi sérieux que notre pays.

En France, indépendamment de l'allongement des congés payés qui a, bien sûr, son incidence sur le temps travaillé annuellement, rien n'a été fait et la farouche résistance patronale et gouvernementale de ce printemps démontre que l'on ne veut pas s'engager dans le courant européen et mondial.

Cela au détriment du social mais aussi au détriment de l'économie car les pertes de ressources des travailleurs pèsent sur la consommation et, finalement, sur l'activité de nombreux secteurs : textile, ameublement, automobile, construction électrique, équipement ménager, construction, etc. De plus, il est démontré encore une fois que la stagnation sociale, le conservatisme sont nuisibles au progrès technique.

Les exigences et la force des syndicats américains et allemands, leurs conquêtes, ont été de puissants stimulants pour les industriels. C'est une partie du secret de la haute productivité acquise dans ces pays et des positions redoutablement concurrentielles qu'ils tiennent.

L'amélioration du commerce extérieur, dont se vantent les auteurs du plan de stabilisation, est trompeuse et sans avenir car elle est en particulier acquise par des économies sur les coûts de main-d'œuvre. Ce qui compte beaucoup plus pour l'avenir, dans les positions concurrentielles, c'est l'équipement des entreprises. En outre, les exportations d'une industrie trouvent généralement leurs assises sur un actif marché intérieur. Les conceptions malthusiennes des maîtres à penser de la rue de Rivoli vont, là encore, à contre-courant.

## L'AVANCEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE

Là également se dégage un point commun des mouvements revendicatifs.

La poussée démographique et la venue des jeunes dans les entreprises sont un fait.

A techniques nouvelles et à industries modernes, main-d'œuvre nouvelle et main-d'œuvre jeune. Sans être absolu, ce principe s'applique sans contestation possible bien souvent. Une tendance se relève parmi les chefs d'entreprise dans ce sens. Souvent, dans les licenciements, on inscrit presque en priorité les travailleurs de 60 à 65 ans. Certains employeurs recherchent d'une façon presque systématique ce qu'ils appellent « l'allègement de leurs effectifs âgés ». Cela explique les prises de position patronales favorables à l'intervention du fonds national de l'emploi, avec les allocations de pré-retraite et à la prise en charge des chômeurs de 60-65 ans par les ASSEDIC, en élargissant les règles de durée des prestations.

Des palliatifs, auxquels nous ne voulons pas contester une minute un certain caractère social, ne peuvent, toutefois, constituer une solution valable et d'ensemble.

Admettant que la mesure de généralisation d'avancement de 5 ans de l'âge de la retraite ne peut intervenir du jour au lendemain et implique des nécessités d'adaptation des techniques financières du régime de Sécurité Sociale et des Caisses de retraite complémentaire, il faut, cependant, faire face aux cas de force majeure, comme celui posé par la

métallurgie nantaise, qui n'iront qu'en se multipliant dans les mois qui viennent.

Les premières solutions se trouvent dans les conclusions de la Commission Laroque relatives aux méthodes de calcul des retraites de vieillesse. Si elles s'appliquaient, les travailleurs auraient déjà la faculté de se retirer du travail à partir de 60 ans avec des ressources plus décentes. C'est ce que vient de préconiser opportunément la Commission administrative de la Fédération F.O. de la Métallurgie :

« Les interventions du Fonds National de l'Emploi et de l'U.N.E.D.I.C. étant de plus en plus sollicitées pour les travailleurs licenciés entre 60 et 65 ans, justifient l'opportunité de modifier les règles de calcul des retraites servies par la Sécurité Sociale et les régimes complémentaires pour permettre les départs à partir de 60 ans avec des ressources décentes. »

\* \*

A l'heure où cet article est écrit, on ne peut encore préjuger de l'issue des mouvements revendicatifs en cours.

Cependant, osons conclure que, même si apparemment certains résultats obtenus dans l'immédiat sont bien minces, ces actions ont révélé l'incertitude du lendemain dans laquelle les travailleurs ne peuvent rester et leur souci de conquérir les garanties indispensables dans les domaines de l'emploi et des ressources.

Antoine LAVAL.

# L'AFFAIRE BULL OU LE NATIONALISME DÉPASSÉ

La nouvelle direction franco-américaine de la Compagnie Bull-General Electric a donc mis ses menaces à exécution : ce sont 513 licenciements qui ont été annoncés à la réunion du Comité Central d'Entreprise du 23 avril (396 établissements de Paris, Saint-Ouen, et Bobigny, 92 et 25 dans les usines d'Angers et de Belfort). Ces mesures touchent 5 % de l'effectif total employé par la Compagnie (10.000 personnes).

Ainsi apparaissent en France les premiers fruits amers de la lutte en cours sur le marché mondial des calculatrices électroniques, dont Bull aura été la grande victime européenne.

Pour comprendre pourquoi Bull est amenée à réduire son activité alors que l'industrie des calculatrices électroniques connaît une expansion sans précédent, il faut d'abord se souvenir des difficultés et de la crise que cette société a traversées depuis 1960.

Jusqu'en 1960, Bull avait enregistré d'importants succès dans le domaine des machines électro-mécaniques de calcul et de gestion à cartes perforées, partageant le marché français avec IBM-France et prenant la quatrième place dans le monde. Mais Bull était la propriété d'une famille de papetiers savoyards : les Calliès, alliés par mariages à la famille Michelin. Désirant avant tout conserver son indépendance, ce groupe familial ne disposait que de moyens financiers limités, eu égard aux lourds investissements, en moyens de production et en recherches, exigés par une industrie moderne. L'horizon des dirigeants était également limité : ils n'ont pas su prévoir les applications du progrès scientifique dans leur branche et se sont trouvés dépassés par

l'avènement des techniques de l'électronique qui ont, dans les dernières années 50, complètement bouleversé l'industrie des calculateurs. Pour conserver sa clientèle, Bull a été obligée de vendre des appareils fabriqués sous licence américaine, ou, même directement importés des Etats-Unis. L'insuffisante base financière a alors pleinement fait sentir ses effets, l'endettement à l'égard des banques s'accroissant tandis que le taux de profit diminuait.

A la fin de 1963, les banques qui avaient apporté leur soutien financier à la Compagnie — principalement la Banque de Paris et des Pays-Bas — s'en sont donc trouvées provisoirement maîtresses. Provisoirement, car elles ne désiraient pas prendre en charge la gestion d'une société industrielle : elles voulaient seulement la placer en de meilleures mains, de façon à s'assurer la clientèle d'une entreprise rentable, au lieu d'avoir à soutenir une entreprise en difficulté. Ce sont ces banques qui, malgré l'opposition du gouvernement français, ont cédé le contrôle de Bull à la compagnie américaine géante General Electric. Si elles ont choisi cette solution, c'est en fonction du rapport de forces existant entre les industries américaine et européenne de l'électronique.

Les entreprises américaines consacrant au moins une partie de leur activité aux calculatrices électroniques se livrent depuis quelques années une lutte sévère. De grandes sociétés, spécialisées dans quelques fabrications (R.C.A., Sperry Rand et Control Data), et la General Electric Company, trust qui couvre toute la gamme des industries électriques, tentent d'arracher une partie du mar-

ché mondial des calculatrices à IBM qui, spécialisée dans ce domaine, en contrôlait près de 75 % en 1962. Dans cette lutte, la conquête des marchés extérieurs est vitale, celle du marché européen en particulier, depuis la création de la Communauté Economique Européenne. Les sociétés américaines cherchent donc des points d'appui en Europe. Moins puissantes financièrement et moins avancées techniquement, leurs rivales européennes ne peuvent que tenter de tirer leur épingle du jeu dans cette bataille de géants et elles ont toutes choisi d'essayer de jouer le rôle de « brillant second » de l'une des sociétés américaines en cause.

Celles-ci constituent ainsi autour d'elles des réseaux d'alliances, apportent des brevets, créent ou élargissent des organisations commerciales, fournissent des moyens financiers et construisent de nouvelles usines. Cette phase est loin d'être achevée car la lutte est appelée à s'amplifier encore.

La General Electric, pour sa part, a conclu, en 1962 et en 1963, des accords avec Thomson-Houston en France (création en commun d'une usine fabriquant des composants électroniques), A.E.I. en Grande-Bretagne, A.E.G. en Allemagne de l'Ouest (1) et Olivetti en Italie (General Electric prenant une participation de 70 % dans la division des calculatrices électroniques de la firme italienne). En 1964, enfin, la General Electric a pris le contrôle de Bull ; elle désire surtout s'assurer par là son réseau commercial, considéré comme excellent, tant en France qu'à l'étranger.

Bull fait donc partie, depuis juillet 1964, du groupe américain General Electric, qui emploie environ 260.000 personnes, dont 40.000 à l'étranger, et qui organise ses activités à une échelle internationale. Or, sa position dans le groupe est nettement défavorable, particulièrement en ce qui concerne ses services de recherche et de fabrication, en raison de ses faiblesses dans le domaine de l'électronique. C'est bien ce que semble penser la direction de General Electric, qui effectue d'importants investissements dans Olivetti, tout en imposant des licenciements à Bull. Il est probable que cette compression de personnel, qui touche essentiellement les services des études et de la fabrication, annonce une réduction générale de l'activité de la branche française : les fabrications électro-mécaniques, dont l'avenir est condamné par le progrès technique, seront poursuivies sans être accrues, les recherches et la production en électronique seront au contraire considérablement ralenties, ne jouant plus qu'un rôle annexe par rapport aux laboratoires et aux usines de Milan et de Phoenix (Etats-Unis).

C'est ainsi tout un potentiel humain et technique qui va être « gelé ». Si aucun moyen efficace de lutte n'est trouvé, on peut malheureusement prévoir d'autres licenciements chez Bull.

Face à ces transformations, dont les travailleurs sont les premières victimes, quelle a été la position du gouvernement français ?

D'abord farouchement opposé à une participation de 20 % de General Electric dans Bull, il a tenté d'imposer aux grandes sociétés françaises de l'électricité et de l'électronique un regroupement dans le domaine des calculatrices électroniques. Puis, trois mois après avoir déclaré que « cette décision était irrévocable », Monsieur Giscard

(1) La General Electric possède 12 % du capital de l'A.E.G., et les deux sociétés viennent d'annoncer un renforcement de leur coopération dans le domaine de la vente des calculatrices électroniques.

d'Estaing a autorisé une participation de 50 %. L'échec de l'action gouvernementale dans cette affaire a donc été retentissant.

Cet échec s'explique essentiellement par une grave contradiction entre l'un des objectifs déclarés de la politique économique du gouvernement et certains mobiles de sa politique extérieure. D'une part, en effet, la concentration des entreprises dans les industries modernes est présentée comme une nécessité absolue par le Rapport, récemment voté par le Parlement, sur les principales options qui commandent la préparation du Cinquième Plan, ceci dans la perspective de l'édification d'une économie européenne et, à plus long terme, atlantique. Mais, d'autre part, la politique étrangère gaulliste est largement inspirée par une hostilité plus ou moins ouverte à l'égard des Etats-Unis et par la volonté de construire une force de frappe nucléaire indépendante.

Dans l'affaire Bull, la position « dure » du gouvernement a été principalement dictée par ces motifs de « haute politique », et il est ainsi apparu que l'on ne fonde pas une action efficace sur des sentiments ou, plutôt, des ressentiments. Voulant profiter de cette affaire pour imposer une concentration « française » dans une industrie indispensable à la force de frappe, le gouvernement a commis deux graves erreurs d'appréciation : il a surestimé la valeur actuelle de Bull en électronique et il a conçu le mouvement de concentration dans un cadre purement national, alors que, nous l'avons vu, ce mouvement s'effectue d'emblée à un niveau international, dans le domaine de l'électronique comme dans beaucoup d'autres. Il a fallu peu de temps aux groupes capitalistes français et américains pour ramener le gouvernement au sens des réalités : celui-ci a dû plier devant le rapport des forces, d'autant plus qu'il refusait d'envisager la nationalisation, réclamée au moment de la crise par les syndicats CFDT et CGT de Bull.

Seule une politique s'opposant aux mécanismes capitalistes pouvait empêcher ceux-ci de jouer au détriment des travailleurs. Mais le gouvernement a montré, dans cette affaire comme dans tant d'autres, qu'il se soucie fort peu de leurs intérêts.

Il est évidemment impossible de lutter contre les méfaits des groupes capitalistes étrangers si l'on ne commence pas par lutter contre ceux des groupes français. Mais l'exemple de l'affaire Bull-General Electric nous montre aussi que cette lutte doit être menée d'emblée à un niveau international si elle veut être efficace.

Henri STERN.

## Qu'est-ce que l'Union des Syndicalistes ?

C'est le lieu de rencontre de tous les militants syndicalistes — quelle que soit la centrale à laquelle ils appartiennent (de ceux aussi qui, provisoirement, ne sont pas inscrits à l'une des centrales existantes) pour étudier en commun les problèmes ouvriers d'aujourd'hui, élaborer ensemble des solutions possibles, les préconiser dans les organisations où ils se trouvent.

Des nuances, des divergences peuvent les séparer ; mais, sur la base générale de la Charte d'Amiens, ils se trouvent unis par la vieille et toujours actuelle trilogie du mouvement syndical ;

— INDEPENDANCE à l'égard des partis, des églises, des gouvernements, des Etats ;

— LUTTE DE CLASSE ;

— INTERNATIONALISME pratique.

Renseignements et adhésions : 21, rue Jean-Robert, Paris-18<sup>e</sup> (Les Editions Syndicalistes).

# LE BUDAPEST DU MOIS

Ainsi, après le Vietnam, Saint-Domingue ! Après l'Asie, les Antilles !

Avec un cynisme incomparable, auprès duquel celui-là même des Russes semble de la petite bière, les Blancs de Washington ont débarqué 20.000 hommes à Saint-Domingue pour forcer les mulâtres de cette grande île à subir le gouvernement que Washington entend leur imposer.

Car il ne saurait y avoir de doute ! S'il est bien certain que Saïgon n'est pas le théâtre d'une agression de Hanoï, mais celui de la révolte de ses propres sujets, comme le prouvent surabondamment et les informations fournies par tous les correspondants de guerre selon lesquelles l'armée du Vietcong comprenait jusqu'en ces derniers temps quelque 20.000 soldats à plein temps parmi lesquels quelques rares Nord-Vietnamiens, plus 100.000 soldats auxiliaires, labourant le jour et combattant la nuit, et comme le prouve encore mieux le fait que l'insurrection vietnamienne dure depuis dix ans alors qu'aucun maquis en aucun pays ne peut durer plus que quelques mois s'il n'a l'appui de l'ensemble de la population — il est non moins certain que le peuple de Saint-Domingue est partisan de ceux-là mêmes que les Américains appellent les « rebelles ».

Je n'en veux pour preuve que cette dépêche du correspondant particulier du *New York Herald Tribune* à Saint-Domingue, datée du 2 mai, c'est-à-dire peu après les premiers débarquements américains :

*« Les soldats américains ont manifestement été employés ici pour soutenir un régime qui est haï par le peuple de Saint-Domingue... Jusqu'ici les rebelles semblent l'avoir emporté. Leurs forces accrues par des civils armés ne peuvent plus être contrôlées par les chefs du mouvement. Le groupe démoralisé des soldats fidèles au Général Elias Wessin y Wessin, dont le nombre diminue sans cesse, a pratiquement abandonné le combat. Le gouvernement des U.S.A. ne l'admet pas, mais ce sont ses soldats qui ont repris la bataille à leur compte. »*

Ainsi, le crime que les Américains ont dénoncé avec tant de vigueur et tant de raison il y a dix ans, celui contre lequel tous leurs instruments de propagande ont tenté, avec raison, de soulever l'opinion publique mondiale, ce sont eux-mêmes qui aujourd'hui, le reprennent pour leur propre compte. Ce sont eux qui aujourd'hui tentent de refaire contre les Antillais ce que les Russes ont fait en 56 contre les Hongrois ; contre un peuple révolté, ils interviennent avec toute leur puissance militaire, pour remettre ce peuple sous le joug !

C'est le dégoût qu'un tel événement, avant tout, inspire ; il comporte cependant quelques enseignements, dont voici ceux qui me paraissent les plus importants.

En premier lieu, il montre que les Etats-Unis sont bien résolus à profiter de leur supériorité présente en armements nucléaires pour, partout dans le monde, étendre ou consolider leur empire : l'étendre en Asie, le consolider en Amérique.

Le second point consiste en ce que les Américains apportent ainsi une nouvelle confirmation, et cette fois particulièrement éclatante, au vieux propos de Lafargue selon lequel les principes plus au moins « métaphysiques » dont se réclament les bourgeois et leurs gouvernements ne sont que des « grues » avec les-

quelles tout le monde couche, on couche avec elles lorsque cela vous arrange, et on s'empresse de les laisser tomber lorsqu'elles vous gênent.

Enfin, troisième point, le plus important : c'est toujours, en toutes circonstances et en quelque point que ce soit, contre le peuple, que les Américains interviennent. Pour Washington, la défense de l'Occident s'identifie avec la défense des possédants. Leur haine du peuple et la panique qui s'empare d'eux dès que, quelque part, le peuple se révolte, sont telles que, même lorsque cette révolte pourrait servir leurs intérêts impérialistes, ils n'ont qu'une préoccupation : celle d'y mettre fin.

N'oubliez pas, en effet, l'Allemagne (orientale) de 53 et la Hongrie de 56 ! En ces deux pays, le peuple s'était révolté contre ses maîtres : les stalinien et leurs successeurs. Or, que fit alors le Département d'Etat ? Non seulement il ne fit rien pour soutenir les révoltés, mais son premier acte fut de faire savoir à Moscou officiellement et officieusement qu'il n'interviendrait en aucune manière.

La politique suivie par la Maison Blanche en Europe dans les pays soumis à la domination moscovite est donc fondamentalement la même qu'ailleurs : écraser le peuple ! Avant tout, qu'il soit remis sous la botte, que ce soit sous la botte de Washington, ou... sous celle de Moscou !

Eh ! bien, cette politique n'est pas seulement infâme, elle est catastrophique. Contre les masses immenses de l'Orient, l'Occident ne peut, en effet, se défendre que par la supériorité de sa morale et de ses buts.

Affirmer des principes. Proclamer un Droit. Et s'y tenir ! S'y tenir résolument, obstinement, quels que soient les désavantages momentanés ou les risques que cela comporte. S'assurer par là le respect de ces masses orientales qui sont habituées depuis des millénaires à ne connaître que l'arbitraire mais qui aspirent au Droit.

Et, d'autre part, prendre parti pour le peuple, chaque fois que celui-ci se soulève contre l'arbitraire et l'oppression, quel que soit celui contre lequel il se soulève, même si celui-ci se proclame votre allié.

Tant que telle ne sera pas la politique américaine, tant que Russes et Chinois seront les seuls à prendre parti pour le peuple, l'Amérique sera condamnée à la défaite, malgré ses bombes atomiques et ses fusées, malgré ses avions et son napalm et du même coup aura hélas ! condamné à mort tout l'Occident.

Un journaliste américain, Robert Berrelez, de l'*Associated Press*, écrivait dans une dépêche datée de Saint-Domingue 9 mai : « Il se peut qu'il y ait abondance de justifications pour la peur qu'a l'Amérique de voir Saint-Domingue devenir communiste, mais il est difficile d'échapper à l'impression que les Etats-Unis sont en train d'y perdre la bataille idéologique. »

Et ce n'est pas seulement à Saint-Domingue, c'est dans le monde entier que l'Amérique, et, par voie de conséquence, l'Occident tout entier est en train de perdre la « bataille idéologique ».

Or, une fois que la bataille idéologique est perdue, la défaite suit dans tous les domaines, même militaire. Car, en définitive, ce sont toujours, quelle que soit la nature du champ de bataille, des hommes qui se battent. Des hommes qui ont un cerveau, et qui donc obéissent à des idées.

10 mars 1965.

R. LOUZON.

# APRES "SES" DECLARATIONS CONTRE LE DOLLAR

Bien stimulé par son brain-trust Rueff (mais l'élève a-t-il bien compris ce qu'a dit le professeur?) Il a cru bon, en sa conférence de février, de nous intriguer avec les questions d'« étalon-or », « gold exchange standard », « gold standard ».

Tout le monde a bien compris qu'il s'agissait, selon une pratique constante et sotte, d'être désagréable aux dirigeants américains. Mais le propos est resté obscur.

L'une des raisons de l'obscurité est qu'au fond il ne s'agit pas là, comme on croit trop, d'une question très savante, mais tout au contraire d'une question idiote. Les trois formules veulent pratiquement dire la même chose et il est inutile de se casser la tête pour choisir entre elles.

*Etalon.* J'ouvre le *Petit Larousse*. Le mot a deux origines. L'une, germanique, *stall* (écurie) a abouti au cheval que vous savez. L'autre (vieux français *estel*, *pieu* (1) désigne un élément de mesure. *Etalon-or* (il vaudrait mieux dire *Or-étalon*, comme on disait *Mètre-étalon*) veut donc dire mesure par l'or, rapport à un certain poids d'or.

*Gold standard.* Ça veut dire étalon-or.

*Gold exchange standard.* C'est du baragouin. Ça désigne un étalonnage sur un élément lui-même étalonné sur de l'or. On voit facilement que la différence avec les deux expressions précédentes n'est pas fondamentale.

\*\*\*

Avant 1914, les « billets bleus » français portaient une mention disant à peu près : « Sur présentation à la Banque ce billet sera échangé contre de la monnaie. » Il s'agissait, bien entendu, de monnaie métallique, or ou argent. Pour un billet de 20 francs on avait un louis, ou quatre pièces de cent sous, quatre thunes.

Ceci (non pas l'inscription, mais la convertibilité) a cessé d'exister dès les premiers jours de la guerre.

« Ah, gémissent de braves gens, quel bon temps c'était ! Vive l'étalon-or ! Qui nous le rendra ? » Les dites braves personnes oublient simplement de remarquer que le dit bon temps est revenu. La vente de l'or est libre dans tous les pays de l'Occident. L'échange de billets de banque contre de l'or est permis à chacun. Dans la première banque venue, à condition d'avoir le matelas-papier suffisant, on se procure lingots ou louis, qui, en Bourse, s'appellent « napoléons ». C'est le régime de l'étalon-or, le *gold standard* (malgré qu'on dise *gold exchange*.)

La seule différence est qu'avant 1914 les grands Etats s'attachaient à maintenir un parallélisme (qui paraissait rigoureux) entre la valeur de l'or et celle du billet — si tant est que l'on puisse parler de la « valeur » du billet. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Le « prix » de l'or est susceptible de variation. Par exemple, depuis quelques mois, depuis qu'il s'occupe de cette question, qui semble nouvelle pour lui, l'homme que vous savez, l'homme de la « stabilisation », n'a pas manqué de faire monter ce prix.

\*\*\*

En fait l'idée centrale de l'obscur discours semble être ceci : l'Amérique a beaucoup de dollars, mais relativement peu d'or, trop de

(1) Il est d'ailleurs évident qu'*estel* et *stall* ont eux-mêmes la même origine.

dollars pour trop peu d'or ; le dollar est en danger ; demandons donc que les paiements soient désormais faits en or.

Cette idée suppose que le billet de banque est la simple réplique d'un certain poids d'or déposé dans une Banque centrale. C'est une idée très répandue. Mais elle est fautive.

Pour comprendre le point, il suffit de se reporter au processus d'émission d'un billet. (Cette analyse a été faite dix fois dans la R.P. Il n'est peut-être pas mauvais de la refaire).

Les choses sont, au fond, très simples.

Soit un producteur. Il vend un objet qu'il vient de fabriquer, ou de faire fabriquer par des ouvriers.

S'il ne paye pas immédiatement (cas général) l'acheteur signe un engagement de payer à une certaine échéance (trois mois par exemple). Le vendeur apporte cet engagement, cette « traite », à la Banque d'émission, laquelle lui remet en échange un papier qui certifie qu'il est créancier d'une certaine somme. Ce papier, ce certificat, c'est un « billet de banque ». A l'échéance le débiteur remet à la Banque un papier exactement semblable. L'opération est terminée : l'or n'a pas eu à intervenir.

Le billet de banque est représentatif de créances, elles-mêmes liées à la production, c'est-à-dire, en définitive, au travail humain... Et, par là, il s'apparente à l'or dont la valeur ne vient que du travail nécessaire à sa production. On voit donc qu'au moins théoriquement le billet de banque n'a pas besoin de « couverture » métallique.

\*\*\*

La seule chose à craindre avec le billet est que la Banque fasse des faux, qu'elle émette de faux certificats ne correspondant à aucune production véritable. C'est alors l'inflation, qui fait que les billets ne sont plus acceptés qu'au-dessous de leur valeur nominale, ce qui se traduit par la vie chère.

La chose est-elle à craindre en ce qui concerne le dollar, objet de la méfiance de de Gaulle ? On ne peut rien affirmer, bien sûr, pour l'avenir lointain (1). Mais on peut constater que ce n'est pas le cas pour le présent, puisque les prix américains sont stables depuis vingt ans.

En fait, des déclarations gaulliennes de ce fameux 4 février 65, que restera-t-il ? Il restera... ce qu'il est resté de tant d'autres prises de position au moins aussi sensationnelles : en 1945 la France étendue « d'un bout à l'autre du Rhin », en 58 la « place de choix » pour l'Algérie dans la « Communauté française », etc...

J. PERA.

(2) Une dévaluation du dollar — et des autres monnaies — serait à peu près inévitable en cas de grande crise économique, crise genre 1929. Or une telle éventualité est improbable. Non pas, comme d'aucuns le disent, parce que la technique financière des Etats aurait fait de grands progrès, mais à cause du phénomène nouveau qu'est le *militarisme américain*. La « surproduction » est caractérisée par le fait que le produit du travail humain ne trouve pas d'acheteurs. S'il y a un acheteur comme l'Etat, qui est un véritable gouffre, ceci ne se produit pas. En 1929, les Etats-Unis, tout en ayant une capacité productrice de premier plan, n'avaient pas d'armée. Le capitalisme y jouait à plein. D'où la classique « crise cyclique ». Aujourd'hui, ils ont l'armée la plus coûteuse du monde. Comme l'avait discerné Rosa Luxembourg, il y a là un correctif important au capitalisme libéral.



# PENDANT QU'ON SE BAT A ST-DOMINGUE ET QUE L'ON PARADE A MOSCOU

— On espère que tu condamnes l'action des Etats-Unis à Saint-Domingue ?

— Certes.

— Cela doit te gêner, après ton article du numéro d'avril 1965, dénonçant l'Union Sacrée contre les Etats-Unis.

— Pourquoi cela me gênerait-il ? Monatte et Rosmer en dénonçant l'Union sacrée de 1914, ne devenaient pas pour cela favorables au gouvernement allemand. Je ne veux pas m'engager contre les Etats-Unis, même contre la politique Johnson, de concert avec les gaullistes, les nationalistes français et les krouchtchévisés... Je me refuse à dénoncer la politique Johnson parce qu'elle est américaine. Je la condamne, parce qu'elle est réactionnaire et dangereuse.

— C'est déjà bien que tu reconnais que la politique américaine est réactionnaire et dangereuse.

— Mais je ne juge ainsi qu'un effet de cette politique localisé dans le temps et dans l'espace. Je ne crois pas qu'en général cette politique soit conforme à nos tendances. Mais je ne la crois pas plus réactionnaire que celle des autres Etats démocratiques... et je la crois beaucoup moins dangereuse que celle des Etats dictatoriaux et totalitaires.

— Tu es bien obligé de justifier par ce seul exemple la condamnation de principe formulée par tous les révolutionnaires.

— Au contraire je juge cette position illogique. Si la politique des Etats-Unis est foncièrement réactionnaire, l'intervention à Saint-Domingue est normale. Pourquoi la déclarer insolite et scandaleuse ? Si l'organisation interaméricaine est l'expression de la colonisation de l'Amérique Latine par les USA, comment expliquer les réactions de la majorité des Etats du continent américain, contre l'intervention à St-Domingue ? Si les Etats-Unis bafouent la démocratie, comment expliquer l'opposition publique aux actes du gouvernement ? Des milliers de Russes et de Chinois ont manifesté dans les rues de Moscou et de Pékin par obéissance, pour appuyer la politique de leur gouvernement. A Moscou des étudiants chinois ont été molestés par la police soviétique, parce qu'ils n'avaient pas réalisé que les mots d'ordre officiels ne se confondaient pas. A Washington, 15.000 personnes ont défilé devant la Maison Blanche pour réclamer la paix au Vietnam...

— Tu es bien obligé d'attribuer au président Johnson toute la responsabilité de l'affaire de Saint-Domingue.

— La responsabilité directe ? Sans doute. On m'a dit que la rébellion contre la junte militaire avait été préparée par des services secrets américains. Que d'autres services aient contribué à la réduire, c'est la preuve des contradictions dans la politique des Etats-Unis. C'est peut-être déconcertant. Ce n'est pas décourageant. Car la contradiction implique qu'il n'y a pas de solutions définitivement arrêtées.

— De telles incohérences justifient la politique gaulliste.

— A moins que ce ne soit le contraire. La politique gaulliste anti-américaine aboutit à réduire l'influence — certaine — que l'opinion européenne peut exercer sur l'opinion publique américaine, dont l'action sur le gouvernement n'est jamais négligeable. Le parti-pris anti-américain revigore l'isolationnisme américain. La rupture de l'alliance

atlantique, loin de contrarier l'impérialisme américain, le renforce et lui donne « bonne conscience ». Et il faut avoir un magistral culot pour en appeler à l'ONU après avoir entrepris de la discrediter. N'oublions pas que le vote de la France s'est souvent aligné sur celui de l'URSS... de l'Afrique australe et du Portugal.

— Peut-on prendre au sérieux cette histoire d'agents communistes et castristes dans la rébellion de Saint-Domingue ?

— Il faut le prendre au sérieux, parce que c'est un fait incontestable. Et s'il ne s'agit pas seulement d'influence idéologique. Il y a bien formation de missionnaires armés que Cuba envoie dans les autres républiques sud-américaines. Le castrisme se déchaîne contre les gouvernements démocratiques et s'efforce de saboter toutes les tentatives de réformes sociales. Ce qui me paraît le plus grave dans tout cette affaire, c'est le retour au blanquisme, même au putschisme. Nous avons accepté l'organisation militaire défendant les conquêtes révolutionnaires contre les armées réactionnaires. On en est aujourd'hui à confondre la Révolution avec une victoire militaire. Depuis Robespierre, on avait toujours dénoncé la sinistre duperie d'une révolution portée sur des baïonnettes étrangères. Staline lui a regretté que l'armée rouge n'ait pas porté la... révolution, en Europe occidentale, et des antistaliniens notoires reprennent à leur compte cette thèse digne de Von Bernardi et d'Hitler plus que de Karl Marx. On a déjà voulu nous faire admettre que notre « révolution » se confondait avec le nationalisme et le totalitarisme. On veut aujourd'hui militariser la Révolution...

On excuse aujourd'hui la conclusion du pacte Hitler-Staline en 1939. On prétend que Paris et Londres ont tout fait pour décourager Moscou. En effet. Par exemple, Molotov se serait heurté à des refus lorsqu'il proposa que l'on envisage l'intervention des trois alliés : France, Grande-Bretagne et URSS, dans les Etats menacés non seulement d'une agression hitlérienne directe, mais aussi d'une agression indirecte, c'est-à-dire de l'organisation de la subversion à l'intérieur d'un Etat. Il s'agissait de prévenir les complots hitlériens et l'action de la cinquième colonne...

Alors le président Johnson pour se justifier pourrait invoquer l'autorité de Molotov... et de Staline !

— Tu ne peux décidément pas te résoudre à condamner les initiatives bellicistes des Etats-Unis au Vietnam et à Saint-Domingue.

— C'est que justement, je ne crois pas que ce soient là des initiatives. Ce ne sont que des ripostes ou des réactions, souvent malheureuses, trop brutales, trop tardives peut-être.

Ce n'est pas la politique des Etats-Unis qui a provoqué la guerre au Vietnam. C'est parce que le Vietcong a voulu par la force unifier le Vietnam sous sa dictature. Et il est aussi difficile d'attribuer aux Etats-Unis la responsabilité des guerres civiles et des rébellions en Amérique Latine que celle des coups d'Etat au Vietnam du Sud. Il est indiscutable que ces désordres politiques ne favorisent guère les intérêts américains, ni ceux du gouvernement de Washington, ni ceux des « businessmen ».

Il est vrai que les initiatives peuvent apparaître d'inspiration révolutionnaire. Et nous en revenons toujours au problème essentiel pour nous ?

Devons-nous admettre que la Révolution, dans des pays ex-colonisés se traduise exclusivement par des actions militaires ? Il est vrai que la guerre civile peut se légitimer, lorsqu'il s'agit de briser un régime d'oppression. Mais alors, pourquoi le castrisme et le communisme n'ont-ils rien tenté contre les gouvernements les plus tyranniques ? Celui d'Haïti par exemple. Peut-on oublier que les communistes soutinrent pendant un certain temps jusqu'à la participation ministérielle, la dictature de Batista, à Cuba ? — et que Castro et l'URSS négocièrent des accords économiques avec Trujillo, le sanglant tyran de Saint-Domingue ?

Ce qui est le plus navrant, pour nous, faut-il le répéter, c'est la carence de l'internationalisme ouvrier en cette affaire. Les plus clairvoyants n'opposent que des nationalismes virulents aux prétentions impérialistes.

Tandis que se jouait l'affaire de Saint-Domingue, je regardais à la Télévision les images du Premier Mai. A Berlin-Ouest une foule populaire, pacifique, désordonnée, libre. A Berlin-Est, à Moscou, à Pékin, des défilés sévèrement disciplinés et des parodies de cirque. On nous fait remarquer que l'URSS a renoncé cette année à la revue militaire. On se réserve pour le 8 Mai, pour célébrer la capitulation allemande, parallèlement aux

solennités gaullistes de Paris, auxquelles participent des généraux de l'URSS qui aida Hitler à remporter ses victoires de 1939 et 1940.

Défilés, parades, revues militaires... voilà ce qui symbolise aujourd'hui le Socialisme. Hélas ! On négociera peut-être au Vietnam... la situation peut se stabiliser à Saint-Domingue. On pourra encore invectiver l'impérialisme américain... ou ricaner de ses défaites !

Quand donc aura-t-on le courage de juger ce que l'on nous présente au nom du Socialisme, ce qui déshonore le Socialisme, en bafouant le Premier Mai et l'internationalisme ouvrier.

2 Mai 1965

Roger HAGNAUER.

P.S. — 14 Mai. — Nous ne sommes pas encore éclairés sur l'affaire de St-Domingue. L'intervention des Etats-Unis fut-elle provoquée par la volonté d'empêcher la victoire des révolutionnaires ? C'est possible, c'est probable. Mais il apparaît clairement aujourd'hui que la marine et l'aviation demeurent soumises au général Wessin dont les Etats-Unis voudraient se débarrasser. Sans la présence des corps américains les insurgés de St-Domingue auraient été écrasés sous les obus et les bombes. Cela vaut-il la peine qu'on en parle ? « Qu'importe de vagues humanités... ».

## LES SYNDICATS AMERICAINS DEMANDENT LA LOI DE 35 HEURES

Dans sa conférence, du 11 au 14 janvier dernier, la grande confédération américaine A.F.L.-C.I.O. vient d'adopter un « programme législatif » pour 1965 dans lequel figure la semaine de 35 heures sans réduction de salaire.

Le futur vice-président des Etats-Unis, H.H. Humphrey, qui assistait à cette conférence, déclara que le « programme législatif » de la confédération tendait à des fins qui « sont à peu près les mêmes » que celles que poursuit l'Administration de l'Etat.

Rejetant les « vieux arguments usés » selon lesquels un tel programme est du « socialisme », Meany, le président de la confédération a développé ce programme, en 14 points, dans lequel nous avons la surprise de trouver à côté de revendications syndicales telles que le salaire horaire minimum fixé à 2 dollars (environ 10,00 F), d'autres qui concernent l'urbanisme, les services publics, l'enseignement national, la protection des consommateurs, l'aménagement du territoire, etc.

En ce qui concerne la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, il convient de noter que de nombreux syndicats l'ont déjà obtenue par leurs actions respectives, voire mieux encore. Ainsi, à côté des électriciens de New York qui ont, eux, la semaine de 25 heures, ce qui a permis la création de plus de 900 nouveaux emplois réservés en priorité aux apprentis formés par le syndicat, 20 % des plâtriers ne travaillent que 30 heures à salaire complet. Dans le vêtement féminin de New York la semaine de 5x7 existe depuis 1930, et l'action du syndicat a réussi à l'étendre aux autres villes pour 97 % des travailleurs de cette profession. Dans le caoutchouc d'Akron et de Detroit c'est la semaine des 6x6 qui est appliquée. En ce qui concerne les Typographes, 25 % ont déjà la semaine de 35 heures, les autres, jusqu'à 98 % de la corporation, travaillent soit 36 1/4, soit 37 1/2 heures.

Dans la brasserie 65 % font 37 1/2 h. dans la fourrière c'est presque partout 35 heures... Au total 8 millions de travailleurs américains, soit 15 %, ont obtenu une semaine de travail inférieure à 40 heures.

C'est surtout depuis 1960 que la lutte pour la réduction des horaires s'est accentuée. Il faut y voir une des conséquences de l'automatisation et le souci de créer de nouveaux emplois pour réduire le chômage « technologique » qui en est la conséquence.

Aussi, à côté de petits avantages participant à la même tendance, comme des arrêts de détente prolongés, le temps du casse-croûte payé ainsi que celui de la toilette, les syndicats ont-ils porté leurs efforts sur deux autres revendications qui ne figurent pas encore au « programme législatif » de Meany. D'une part ils luttent pour prolonger les vacances payées et multiplier les jours fériés : c'est ainsi que les congés de quatre semaines sont devenus courants et que certains syndicats ont obtenu cinq et même six semaines de congés payés. D'autre part ils demandent l'avancement de l'âge de la retraite : alors là, c'est le syndicat « pilote » de l'automobile, dirigé par Walther Reuther, qui vient d'obtenir, il y a quelques mois, la signature d'un contrat donnant la possibilité (et non imposant l'obligation) aux travailleurs de prendre leur retraite à 60 ans.

Car on ignore trop qu'en Amérique les hauts salaires comme les autres avantages sociaux sont le résultat de la lutte de syndicats combattifs. Nul doute que, quand ces avantages se seront généralisés, un grand technocrate syndical comme Meany les inclura dans son programme législatif, tout comme nos bonzes réformistes ont réussi à fixer légalement des conquêtes dues en réalité à l'initiative des militants de base. Les conquêtes de 1936 en sont l'exemple le plus frappant. A vrai dire, il s'agit là d'actions complémentaires, utiles et nécessaires toutes les deux.

Quant à savoir si ce processus qui mène le prolétariat américain vers de plus en plus de loisirs, de bien-être et de dignité, est ou non du « socialisme », en dépit de ce qu'en dit Meany qui craint qu'on lui applique ce terme, nous pensons que ce « socialisme dans les faits » vaut mieux que le socialisme, voire le communisme, limité au blablabla des déclarations officielles de certains.

Maurice LIME.

# ECHOS DE LA TABLE RONDE SYNDICALISTE DE LA LOIRE

La T.R.S. de la Loire regroupe : U.D. Force Ouvrière, U.D. C.F.D.T., F.E.N., Livre C.G.T., P.U. M.S.U.D. S.I.A., Alliance Syndicale Espagnole. Elle est un lieu de rencontre des militants de ces organisations qui débattent très librement des problèmes d'actualité ou d'avenir du syndicalisme.

Les articles de cette tribune, sans signatures reflètent une position commune ; les autres, le point de vue d'un camarade ou d'une organisation associée à la T.R.S.

## LA TABLE RONDE SYNDICALISTE A LA "R.P."

*Au cours du débat qui avait précédé le dîner stéphanois du 40<sup>e</sup> anniversaire de la « Révolution prolétarienne », les participants avaient tous souhaité voir la revue ouvrir ses colonnes à la Table Ronde Syndicaliste de la Loire.*

*C'était d'ailleurs facile, de nombreux camarades de ce département participent déjà à la rédaction de la « R.P. » et comme il se retrouve à peu près tous au sein de la T.R.S., une meilleure coordination rédactionnelle devient donc possible.*

*Si la Table Ronde Syndicaliste constitue un effort de recherche dans la voie de l'efficacité et*

*de l'unité syndicale, par contre elle n'interdit pas l'expression des différentes conceptions. Pour cette raison, des opinions variées pourront être publiées dans cette chronique.*

*Notez aussi, que les militants qui travaillent en commun à la T.R.S. sont tous engagés dans l'action et parfois assument de lourdes responsabilités, ce qui n'est pas sans poser des questions de travail et de temps disponibles, mais ils s'efforceront tout de même, mensuellement ou bi-mensuellement, d'apporter leur point de vue de syndicalistes provinciaux dans les grandes et petites questions de la vie ouvrière.*

## LES GRÈVES PEUGEOT : DU NOUVEAU

Quand paraîtront ces lignes, sans doute que le conflit Peugeot se sera développé ou aura cessé. Toutefois, quelle que soit son issue, il a une signification qu'il faut souligner, car l'objet de ces grèves aura des répercussions sur les luttes syndicales prochaines et des années à venir.

En effet, pour la première fois, depuis de nombreuses années, des travailleurs acceptent de se battre pour la réduction de la durée hebdomadaire du travail, sans réduction de salaires. De plus, ils remettent en cause le droit patronal absolu de fixer les horaires de travail, donc les ressources des familles ouvrières, selon les nécessités économiques qui, dans notre régime capitaliste de désordre entretenu, sont celles de la fantaisie de soi-disant règles naturelles.

Vingt ans après la néfaste loi sur les heures supplémentaires qui a conduit à un recul en portant la semaine de travail de 40 à 48 et même

50 heures dans certaines industries, et à la dépréciation de la valeur de l'heure de travail, c'est le début d'une nouvelle prise de conscience des travailleurs.

Le plan de stabilisation aura au moins servi à cela, et s'il se retourne contre Giscard d'Estaing, Pompidou et Cie, tant mieux. Du ralentissement d'activité, ils escomptaient un peu de chômage propre à rendre les salariés moins revendicatifs. Chez Peugeot, au contraire, le ralentissement d'activité a montré la vérité sur les salaires, globalement en progression à cause du volume des heures de travail, mais relativement en recul quant à son taux horaire pour une semaine de travail de 40 heures.

Pour ces raisons, gouvernement et patronat emploieront la grosse artillerie contre les camarades de chez Peugeot, mais le premier pas vers le retour effectif des 40 heures vient d'être fait.

## L'ETAPE DU PREMIER MAI

Le 4 avril, 130 délégués des syndicats de la Loire ont participé au Congrès annuel de l'U.D. C'est avec sérieux qu'ils ont arrêté nos positions revendicatives et formulé des propositions quant à l'avenir de notre département.

C'est maintenant un fait : le syndicalisme n'est plus seulement revendicatif. En tant que représentant des salariés tout ce qui touche l'économie et le social, dans le secteur privé comme dans le domaine public le concerne directement, car les décisions prises engagent l'avenir, bien ou mal, de tous les travailleurs. Comment pourrait-il en effet se désintéresser de l'expansion économique qui conditionne la sécurité de l'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat, de la construction des logements, du problème de l'enseignement à tous ses degrés, de l'organisation des loisirs, de la création des équipements nécessaires aux jeunes, aux familles, aux personnes âgées, des possibilités de circulation alors que tous ces problèmes participent de plus en plus au niveau de vie des hommes.

Et si en ce Premier Mai 1965, nous nous tournons un moment vers le passé, c'est pour nous souvenir du courage de tous les militants ouvriers, qui par leur action, nous ont permis d'arriver à cette étape. Leur dévouement, leur compétence

adaptée à leur temps, leurs attachement à la liberté et à la dignité des hommes marquent encore profondément la lutte syndicaliste d'aujourd'hui, mais cela serait une erreur de croire que nous pouvons maintenant poursuivre nos objectifs, leurs objectifs, avec les mêmes moyens. Nos camarades d'hier ont su être adaptés à leur époque, sachons, nous, l'être à la nôtre, en développant dans l'action et la réflexion, la compétence ouvrière et notre capacité de gestion.

Sur le plan doctrinal, ils nous ont tracé la voie, celle de la Charte d'Amiens. Que 69 années après son adoption, une résolution de congrès reste d'actualité, n'est-ce pas là un bel exemple d'esprit « prospectif » ?

L'apparence des choses pourrait laisser croire que le syndicalisme n'est pas aussi dynamique que dans le passé. C'est vrai que la division pèse lourd, c'est vrai que l'appétit de consommation de nombreux hommes coïncide avec un relâchement de l'intérêt pour les affaires collectives. C'est vrai aussi que le patronat avec le régime actuel est tout puissant, mais il est aussi vrai que le bilan des acquis syndicaux depuis 15 ans est positif et que l'influence syndicale, globalement, se renforce dans notre société, grâce à des militants toujours plus avertis des questions de leur époque.

Bon gré, mal gré, les militants constatent que de nos jours le « chemin du réformisme » reste le seul ouvert, mais qu'il demeure essentiel de l'aborder avec un « cœur révolutionnaire » pour ne pas oublier notre solution finale : la suppression du capitalisme.

La classe ouvrière a tout l'avenir devant elle. Ce que la génération actuelle ne terminera pas, une autre le finira demain. En attendant, aujourd'hui, les militants ont à s'adapter aux circonstances des antagonismes de classes, mais en n'oubliant jamais la frontière entre les travailleurs et le capital.

Rongé par le progrès technique qui secoue les vieilles structures, usé de l'extérieur par l'action ouvrière, le vieux système s'écroulera ou se transformera radicalement.

Bien sûr, cela demande aux militants de voir loin, d'avoir de la persévérance et de la volonté. Aux responsables d'expliquer les situations, de former les hommes, d'organiser l'appareil tout en prenant garde de ne pas faire sombrer la liberté, la démocratie et la progression du niveau de vie.

Ce sont là, quelques-uns des problèmes qui ont été présentés dans le rapport d'activité et discutés par le Congrès.

Ceux qui ne vivent pas la condition ouvrière diront encore que le syndicalisme est enfermé dans son passé quand il s'arrête sur la lutte des classes. Pour nous, au contraire, ces perspectives représentent des idéaux et des volontés à la hauteur du monde du XX<sup>e</sup> siècle, tant est grande notre foi en notre avenir.

M. PIOLET.

## LE XII<sup>e</sup> CONGRES DE L'U.D.F.O. DE LA LOIRE

En dix-huit ans que de chemin parcouru ! Les fondateurs de l'U.D. ont été remplacés en grande partie et parmi les 130 délégués réunis à la Bourse du Travail de Saint-Etienne, la grande majorité n'a pas connu les débuts difficiles de l'U.D.

On entend souvent dire : « Ah ! ce n'est plus comme autrefois ! Il y a peu de syndiqués. Le syndicalisme se meurt. »

Je n'ai pas assisté aux congrès précédant la première guerre mondiale, mais je vois qu'au premier congrès constitutif de l'U.D., le 22 septembre 1911, 37 syndicats étaient représentés, et au second, le 26 novembre, une soixantaine de délégués représentaient 55 syndicats. Aux congrès les plus animés de 1912 (contre la guerre de 1913 (contre les trois ans), nous trouvons une représentation à peu près égale pour 60 à 80 syndicats.

Pendant la guerre, à l'époque héroïque, nous trouvons 35 délégués au congrès du 29 mai 1916 pour 40 organisations. Le congrès interdépartemental du 25 mars 1918 avait réuni 80 délégués pour demander la tenue immédiate d'un congrès confédéral et le congrès minoritaire des 19 et 20 mai qui vota la grève générale avait groupé une centaine de délégués, les délégués des autres départements y compris. Quant aux congrès d'entre les deux guerres mondiales, tant ceux de la C.G.T. que ceux de la C.G.T.U., ils n'étaient pas plus représentatifs, souvent moins, que le seul congrès de cette U.D. F.O.

Aujourd'hui la seule U.D. F.O. peut rassembler 130 délégués pour 200 syndicats et sections syndicales existantes. Un congrès de la C.F.D.T. peut laisser la même impression, alors qu'un congrès de la C.G.T. sera plus spectaculaire, mais plus artificiel, les problèmes fondamentaux n'étant pas abordés avec autant de sérieux et de compétence. Il y a encore le S.N.I. et la F.E.N. qui ont des congrès aussi importants en nombre, mais les questions fondamentales sur le plan économique et social n'y sont l'objet que de considérations générales. Au total, nous avons une représentation syndicale de beaucoup plus importante qu'aux périodes les plus agitées de 1875 à 1940, et les militants de pointe sont beaucoup plus nombreux et ont une formation bien plus étendue que ceux d'avant 1914 et d'avant 1940. Ils ont conservé l'esprit combatif, n'étant pas encore contaminés par l'esprit bureaucratique. Si nous avions la possibilité de regrouper, sans arrière-pensée, les cinq organisations, qu'elles s'unissent avec l'idée bien arrêtée de n'accepter aucune influence extérieure, sans qu'aucune ait la volonté de s'assurer la prédominance à tout prix, nous aurions un mouvement puissant, comme on n'en a jamais connu, animé d'un dynamisme capable d'entraîner non seulement l'ensemble de la population ouvrière, mais d'influencer les autres catégories de la population active et de les orienter vers les transformations profondes que pose la question d'une société sans classes.

Mais revenons à l'U.D. F.O. Pas pour donner un compte rendu du congrès ; ça c'est l'affaire de l'organisation et de ses adhérents. Nous essaierons simplement d'en dégager l'idée dominante.

Au cours de l'exposé du rapport moral de Piolet et de la discussion qui a suivi, nous avons entendu reprendre les mots : syndicalisme révolutionnaire, syndicalisme réformiste, Charte d'Amiens, adaptation aux nouvelles conditions de production... Mais nous n'avons pas retrouvé ces interventions à perte de vue, cet étalage d'idées abstraites qui tenaient tant de place autrefois pour affirmer un attachement exclusif ou une opposition irréductible à l'une des conceptions exprimées par ces mots. Ici pas question de jongler avec des idées générales ! On s'en tient aux réalités de la vie économique et sociale pour en dégager des attitudes, des programmes de revendications, les méthodes d'action les plus adéquates. D'où la sobriété de l'expression, la densité du contenu des exposés et l'impression de sérieux et de compétence qui s'en dégage.

Si le mot réformisme n'avait gardé pour certains, le sens d'adaptation au régime avec confiance à ses représentants, auteurs et propagateurs de plans de réformes apportant progressivement des améliorations aux salariés, on aurait pu conclure que tous les délégués étaient réformistes. Mais le réformisme qui se dégage du rapport moral de Piolet et des interventions est caractérisé par une affirmation de vitalité propre qui débordé dans tous les organismes publics, économiques ou sociaux où les représentants des salariés sont appelés à faire entendre leur voix. Nos jeunes militants cherchent d'abord à comprendre le monde où ils se meuvent, à voir les tares d'un régime qui maintient les injustices insupportables ou en engendre de nouvelles, à saisir les mécanismes économiques, le jeu des institutions économiques et sociales afin de voir dans quelle mesure on peut les modifier ou les influencer, et c'est ensuite, quand ils sentent bien où ils en sont et où ils veulent aller, qu'ils vont s'asseoir à côté des représentants d'autres catégories sociales, pour discuter des problèmes d'actualité en vue d'obtenir une amélioration de la condition ouvrière.

Ça, c'est du réformisme, mais un réformisme qui n'a rien à voir avec une adaptation au régime, à une confiance dans les représentants du régime ou dans ceux qui apportent de l'extérieur des solutions toutes prêtes pour améliorer votre sort. Ici il y a affirmation de pensée propre, d'effort propre, pas d'intégration ni d'abdication. On se forge une pensée et on l'affirme avec les conclusions pratiques qui en découlent. C'est un réformisme révolutionnaire, bien plus révolutionnaire que celui des jongleurs d'idées générales qui veulent plier la réalité d'aujourd'hui et les perspectives de transformations sociales à des idées admises a priori ou à des formules taboues.

C'est ce qui a permis à Piolet de dire qu'il faut aborder « la raison réformiste avec un cœur ré-

volutionnaire qui empêchera nos militants d'oublier nos principes de base et notre solution finale, la suppression violente ou par usure du capitalisme »... « il nous faut renforcer la capacité gestionnaire de la classe ouvrière en affrontant les conditions économiques de notre société. Nous devons être souples, nous adapter aux circonstances de la lutte de classe en n'oubliant jamais la frontière entre les travailleurs et le capital. Rongé par le progrès technique qui secoue les vieilles structures sociales, usé de l'extérieur par l'action des travailleurs, le capitalisme s'écroulera ou se transformera totalement ».

« Notre force est faite de la lutte quotidienne que mènent nos militants dans les entreprises. »

Et Peyre a insisté sur l'importance de l'action sur l'économie, une révolution sociale ne pouvant qu'être la conséquence d'une révolution économique. Ce qui importe c'est plus le développement de l'aptitude à la capacité économique que les jeux purement politiques et ce qui nous menace, si nous ne savons pas conquérir une place de premier plan dans la vie économique, c'est la création d'un régime technocratique, et par conséquent

autocratique, qui consacrera de nouveaux privilèges, une nouvelle oppression.

D'autres camarades sont revenus sur ces idées, ainsi que Ventejol dans son discours de clôture.

Cette « maturité économique » que ces camarades appellent s'est manifestée dans de nombreuses interventions à propos des problèmes posés par la situation économique, par l'activité du comité d'expansion, l'élaboration du V<sup>e</sup> Plan, la rénovation industrielle de la Loire, la réforme de l'enseignement...

Et les jeunes comme Galimbaud ont posé le problème des jeunes, celui des loisirs sur un plan élevé qui ranime la confiance dans l'action directe que la démagogie des courants inspirés par les stratégies de la prise du pouvoir a émoussée chez beaucoup de militants. On sentait déjà chez eux la volonté d'avoir une pensée propre et une volonté propre d'amener les jeunes à apporter eux-mêmes des solutions aux problèmes de la formation d'hommes capables d'intervenir dans la vie économique et sociale, directement, sans personne interposée.

U. T.

## LE FEMINISME EST-IL UNE VICTOIRE REVOLUTIONNAIRE ?

Dans son article paru dans « La Révolution Proletarienne » de Janvier 65 « Eléments d'un bilan », Robert Louzon porte à l'actif des idées révolutionnaires 1900 deux victoires : celle du féminisme et celle sur le colonialisme.

Cette victoire du féminisme est-elle bien une victoire des révolutionnaires de 1900 ? Est-il bien certain qu'elle soit même une victoire révolutionnaire, pour le moment du moins ? Je voudrais à propos des affirmations de Louzon exprimer quelques nuances, faire part de quelques réflexions et dire que le problème peut être vu sous des éclairages différents.

La femme a modifié sa coiffure, elle a raccourci sa robe, elle a transformé sa tenue vestimentaire. Elle a envahi les lycées. Elle a pris sa place dans la vie économique et elle a rejeté le mythe de la virginité préservée jusqu'au mariage. Tout cela est vrai. Mais tout cela est-il à mettre au compte des idées révolutionnaires ?

La coiffure à cheveux courts est plus commode et fait chaque jour gagner du temps, mais je crois qu'elle est généralement adoptée parce que plus pratique et je ne sais s'il faut voir là une manifestation d'une victoire révolutionnaire.

Transformations vestimentaires ? Soit. Mais la mode en provoque constamment même après l'explosion de 1919... Que peut-il y avoir de commun entre la femme 1965 et la femme 1930 ? Les caprices de la mode constituent encore, pour toutes les classes, une sorte d'évangile, et il n'est pas certain qu'un retour à des formes anciennes, mais respectant la liberté des mouvements physiques, ne serait pas accepté... si quelques grands couturiers venaient à déclarer : en 1965, voilà ce qui sera nouveau et qui sera porté. Les robes à paniers ou à crinolines sûrement pas. Mais pour le reste ? La croyance en de nouveaux mages n'est pas morte. Mais c'est, socialement du moins, assez anodin.

Les filles ont envahi les lycées. C'est vrai, les garçons aussi. Du reste ce ne sont pas eux qui les ont envahis en forçant les portes. Ce sont plus simplement je crois les parents qui sont inquiets pour leur progéniture et qui veulent l'envoyer à l'école... le plus loin possible, parce que les transformations économiques en ont forgé la nécessité... parce que le secteur tertiaire a considérablement

augmenté, parce que l'industrie a de plus en plus besoin de techniciens de tous niveaux et parce que l'agriculture elle aussi se transforme.

La femme a pris sa place dans la vie économique. C'est vrai. C'est vrai sous tous les régimes, socialistes ou non, de développement technique comparable. C'est vrai aussi que la femme a plus d'aptitudes que l'homme pour certaines professions... même des professions réputées masculines jusqu'ici. Il est évidemment des secteurs pour lesquels joue la constitution physique féminine. Une femme ne sera pas docker ou mineur de fond ou à bord d'un chalutier. Pour tout le reste par contre on peut difficilement parler de professions masculines. Mais là encore, les transformations économiques sont la raison première... et suffisante d'une telle situation.

Quant à la virginité plus ou moins éphémère, alors là, je pense que Louzon schématise un peu vite. Je ne parviens pas à établir un lien entre les idées révolutionnaires et ce que je crois dépendre davantage de causes affectives, physiologiques ou affectives et physiologiques, depuis que le monde est monde.

D'accord avec Louzon quand il affirme « en remplissant toutes les tâches, ou presque, qui jusqu'alors étaient réservées à l'homme, la femme devenait l'égale de l'homme » et, si les faits auxquels se réfère Louzon ne m'apparaissent pas probants, c'est tout de même bien le progrès féministe qui nous intéresse... même s'il est davantage le résultat d'une évolution économique que d'une victoire révolutionnaire. Il resterait encore à savoir si l'égalité avec l'homme contribue au développement d'une conscience ouvrière, si, dans la profession qu'elle exerce, à plein temps ou à mi-temps, la femme cherche à s'intégrer dans le mouvement ouvrier réel, ou s'en échapper.

Il resterait à savoir si la femme, qu'elle soit employée dans la production, dans une administration, ou dans un service public ou privé, a conservé une ressemblance quelconque, si minime soit-elle, avec une Simone Weil.

Il resterait à savoir si le féminisme est équivalent de libération sociale. Sûrement pas encore.

Mais le fait capital est que la femme « déféminisée » économiquement (ce qui ne doit pas l'empêcher de rester « elle-même » par ailleurs est nécessairement associée aux mêmes luttes que

l'homme. Dans quelle mesure pourra-t-elle ou voudra-t-elle y participer autrement qu'en associée passive ?

Ceci ne dépend pas d'elle, mais bien de nous tous et cela dépend de nous tous dans tous les domaines où s'exerce l'activité syndicale.

Le féminisme pour devenir autre chose qu'une séduisante doctrine, pour se concrétiser vraiment, exige que des possibilités soient données à la femme de participer à la vie professionnelle, syndicale, économique, sociale sous tous ses aspects, en allégeant les tâches multiples qui restent les siennes, malgré le progrès du féminisme.

Les alléger sans tomber dans un collectivisme déshumanisé et une organisation planifiée allant de la garderie d'enfants aux travaux ménagers et méconnaissant l'individu.

Est-ce vraiment une libération de la femme que remplir les tâches de l'homme... en conservant tous les métiers de circonstance qu'elle exerçait déjà.

Le féminisme suppose la femme égale de l'homme. Ce sera parfait quand elle en aura les moyens, dans sa vie de tous les jours et lorsque, elle ne sera pas non plus celle dont la semaine de travail est la plus longue.

Jeanne MAISONNET.

## Parmi nos

# LETTRES

### SUR LES SALAIRES ET LES PRIX

De Jean HEMY, de Saône-et-Loire :

Ces quelques lignes pour vous faire part de mon désaccord avec le camarade Louzon au sujet de son article (et la bêtise du mois) dans la « R.P. » de mars 1965. Eh ! bien, moi, je suis de ceux qui prétendent qu'il n'est pas si sûr que ça, que le niveau de vie de la classe ouvrière soit plus élevé maintenant que pendant les périodes de plein emploi entre les deux guerres ; ne serait-ce que la crise du logement qui est plus aiguë qu'autrefois pour un salarié moyen. Bien entendu, on ne peut prétendre que les prix ont monté plus vite que les salaires au cours des cinquante dernières années. Par contre, l'expérience quotidienne montre et a toujours montré que la hausse des prix précède toujours la hausse des salaires ou, pour parler un langage d'ingénieur que connaît bien le camarade Louzon, il y a un « déphasage en avant de la hausse des prix sur la hausse des salaires ».

Comme nous l'a bien expliqué le camarade Louzon dans son ouvrage « l'Economie Capitaliste » et maintes fois dans ses articles de la « R.P. », l'inflation monétaire ayant pour auteur principal l'Etat, il est tout à fait conforme à la logique et vérifié par l'expérience que les prix montent avant les salaires.

En l'état actuel de l'économie mondiale, il n'est nullement certain que la reprise de la montée des prix fasse repartir les affaires et modifier le rapport prix-salaires (le seul qui compte) en faveur des salariés.

Quand on sait qu'aux Etats-Unis (où règne, paraît-il, une prospérité sans précédent) : que 40 millions de personnes n'ont pas le minimum vital ; qu'il y a près de 4 millions de chômeurs, l'automatisation supprime 2 millions d'emplois par an ; que le nombre des personnes en âge de travailler croît de 1,3 million par an, alors que l'industrie a cessé depuis 7 ans de créer de nouveaux emplois, et qu'au contraire, elle a réduit ses effectifs de 2,5 % depuis 1957... N'est-il pas plus

vraisemblable de supposer, à moins d'événements graves de politique internationale, que les contradictions de l'économie capitaliste n'achèment celle-ci vers une crise économique mondiale semblable, mais en plus grave, à celle de 1930 ; tout en admettant, qu'en ce qui concerne la France, cette crise soit avancée par les mesures restrictives du gouvernement.

En ce qui concerne la conquête de la Chine, pourquoi le camarade Louzon fait-il partir la décision des Américains à partir d'Hiroshima, alors qu'il leur aurait été beaucoup plus facile, à l'époque, y étant, d'y rester.

### L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

De C. FOURNIER, de Marseille, cette lettre adressée à Louzon :

Il y a bien longtemps que je n'ai lu un article aussi lucide et aussi fondé que celui intitulé « l'événement du mois... et la lâcheté du mois » de la « R.P. » du mois d'avril.

Tu as le courage d'appeler les choses par leur nom et de rompre avec certains tabous qui faussent depuis bien longtemps la situation. L'un de ces tabous est celui de l'esprit révolutionnaire de la S.F.I.O. et particulièrement de son ancien leader Léon Blum. Je me souviens encore fort bien de l'attitude dudit Blum lors de la fameuse « Non intervention », attitude que tu rappelles à bon escient et qui a valu au peuple le plus révolutionnaire du continent européen à l'époque d'être plongé dans un bain de sang auquel ont fait suite près de 30 ans de dictature pour les uns et d'exil pour les autres.

Comme tu le dis si bien, l'Internationale Socialiste sera connue dans l'histoire comme l'Internationale de la lâcheté... et de la bêtise. Qu'on ouvre donc les yeux et qu'on en finisse avec cette soi-disant 2<sup>e</sup> Internationale et qui n'est au mieux qu'un ramassis de petits bourgeois.

Merci encore pour ton article qui met les choses au point et qui, en cette période d'abdication et de confusion, reconforte.

Seule la vérité sert la classe ouvrière...

### LES PRETENTIONS DES GENS INSTRUITS

De Robert LOUZON :

Je trouve que l'Abù Chenaf exagère dans le genre des gens « instruits », « diplômés », etc., qui ont un mépris profond pour ceux qui n'ont pas appris ce qu'on leur a, à eux, ingurgité, sans qu'ils le comprennent toujours, pas plus d'ailleurs que ne le comprennent ceux qui le leur ont enseigné.

Exemple : c'est l'Arabe qui a cent fois raison en disant qu'actif et passif ne se contrebalancent pas sauf cas exceptionnels. Le fait que dans les bilans les deux additions de l'actif et du passif sont égales n'est que le résultat d'un artifice comptable qui n'a rien à voir avec la réalité. Les « profits » ne sont pas un passif et les « pertes » ne sont pas un actif ! Si l'on ajoute le solde du compte des profits et pertes à la colonne, selon le cas, de l'actif ou du passif, c'est uniquement pour que l'égalité des deux totaux plaise mieux à l'œil et pour vérifier par une addition l'inexactitude d'une soustraction. Mais c'est torturer la langue française que de considérer les pertes comme un actif et les profits comme un passif ! L'actif et le passif, réduits à eux seuls, sont parfaitement inégaux, sauf cas exceptionnels, et c'est leur différence qui fait le profit ou la perte.

Ah ! quand nous débarrasserons-nous de la prétention des diplômés, qui est commune à tous, depuis celui qui n'a que son brevet jusqu'à celui qui est agrégé...

Ça a toujours, je sais bien, été comme cela mais avec la multiplication des diplômés et des diplômés, cette prétention injustifiable se trouve portée au centuple.

# ALFRED ROSMER

## intime et exemplaire

En nous demandant, à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'Alfred ROSMER, d'évoquer, pour les camarades de la « Révolution Proletarienne », le souvenir de notre ami, et d'essayer de le faire revivre, un instant, tel que nous l'avons connu, Charbit nous a confié une tâche délicate.

Nous l'avons acceptée, après beaucoup d'hésitation, en limitant toutefois l'objet de notre récit à l'aspect le plus attachant peut-être de la personnalité de notre ami — d'où le titre de cet article.

L'an dernier, au Colombarium du Père Lachaise et dans la presse, les témoins de la vie publique d'Alfred Rosmer, ses derniers compagnons et ses disciples ou amis, ont rappelé l'action du militant, l'œuvre de l'historien, l'intelligence de l'homme de pensée. L'intérêt qui se manifeste depuis plusieurs années dans l'opinion pour les événements et les luttes qui ont amené les maximalistes au pouvoir à Moscou en 1917, et pour ce qui s'ensuivit en Russie et dans toute l'Europe jusqu'à nos jours, justifie qu'on se penche de très près sur les hommes hors mesure qui ont été mêlés à ce grand espoir et à cette tragédie. Alfred Rosmer est l'un d'eux.

En ce qui nous concerne, c'est dans les circonstances de la vie privée que nous l'avons connu, et nous voudrions pouvoir le montrer sous ce jour particulier, bien qu'il soit toujours difficile de séparer ce qui appartient à l'homme public, au militant, de ce qui constitue les richesses et les nuances de l'intimité.

Entrés nous-mêmes dans l'action politique vers les années 30, nous aurions pu avoir l'occasion d'approcher Rosmer à cette époque. Nous n'avons pas eu cette chance.

C'est seulement en 1946, après leur retour des Etats-Unis, que par l'intermédiaire de Jean-Daniel Martinet, nous fîmes connaissance « d'Alfred et Marguerite ». Une connaissance rapidement transformée en amitié, puis en affection filiale. Leur situation matérielle était difficile : la maison de Périgny ravagée ; les documents historiques, une partie de l'œuvre, et toute la bibliothèque ; brûlés sur la place du village ; la vieillesse proche ; les droits aux assurances sociales mal établis, etc. Nous fûmes témoins de leur courage. Ils furent vite décidés à tout remettre en œuvre. Pour lui, le temps de l'action militante exclusive était passé, mais Alfred reprenait son métier de correcteur, ses travaux d'historien, son rôle de directeur de conscience de ceux qui cherchaient conseils et lumières dans la nuit.

De son côté, Marguerite commençait une nouvelle carrière de « visiteuse médicale » et nous nous rencontrions très fréquemment, à notre « carrefour des solutions sociales », ou à Périgny pour mettre au point les dossiers et pour trouver des solutions aux problèmes les plus divers, posés aux camarades en difficultés qu'« Alfred et Marguerite » désiraient aider. Ces problèmes, Marguerite les exposait avec une chaleur humaine, avec un sens du raccourci saisissant et une volonté de voir aboutir ses démarches, absolument extraordinaires. Alfred, quand il venait, ajoutait, avec sa discrétion et sa profondeur coutumières, de-ci, de-là, une touche, une nuance, amorçait un prolongement, formulait un jugement.

(Chère, chère Marguerite, comment pourrions-nous parler d'Alfred Rosmer intime sans vous mêler, à tout instant, à ce récit, sans retrouver votre accent de conviction profonde, d'absolue sincérité, sans

évoquer la lumière de vos yeux et la générosité d'un cœur toujours prêt à s'é mouvoir ?)

Enfin, vint le temps du « grenier » où, logés près de nous pendant la plus grande partie de l'année, il était possible de les voir tous deux chaque jour, ou presque.

Notre intimité dura, depuis lors, sans une ombre, jusqu'à la mort. Marguerite, toujours lucide, était très tourmentée à ce sujet.

Persuadée qu'elle disparaîtrait avant Alfred, elle cherchait le moyen d'assurer « leur fin décente » et de placer son compagnon sous une protection sûre, attentive et efficace.

C'est ainsi que, pendant plus de 15 ans, nous fûmes les familiers de ce couple, exceptionnel à tant de titres, et que nous pûmes remplir notre mission vis-à-vis de ces êtres chers qui avaient été mêlés de si près, « en sauvant l'honneur », à bon nombre des grands événements du siècle.

\*\*

Nous ne voulons pas revenir ici sur les prises de position politiques d'Alfred Rosmer à partir de la guerre de 1914. Ces positions sont connues de tous les lecteurs de la « R.P. ». Nous souhaitons seulement apporter notre contribution à la connaissance de l'homme si remarquable qu'il fut, et essayer de retrouver les lignes de force de son action et les raisons profondes de ses engagements.

Rosmer, on le sait, n'aimait pas parler de lui-même, et il est des sujets très importants dont il n'a jamais dit un seul mot devant nous. Cependant, dans l'intimité, il brisait parfois sa réserve et il savait raconter avec entrain. Certes, il était d'aspect sévère, intimidant, mais il riait souvent, d'un long rire en cascade retenue où se mêlaient la spontanéité juvénile, la malice et l'envie très réelle de s'amuser.

Devant nos fils il aimait évoquer des souvenirs d'enfance et de jeunesse, en faisant découvrir à la nouvelle génération, une autre époque, une autre façon de vivre. Montrouge, où, depuis leur retour des Etats-Unis, ses parents tenaient boutique de coiffeur, était alors un vrai village dont les gamins, Alfred compris, menaient bataille contre les « Parisiens », avant que soient fermées, le soir, les barrières de l'octroi. C'est de ce temps que Rosmer a gardé l'habitude des longues marches, car tout le monde alors se déplaçait à pied et faisait, chaque jour, sans rechigner, des kilomètres.

Les trois années passées à Lavoisier, où il était boursier, laissèrent beaucoup de traces pittoresques dans l'esprit du garçon et lui donnèrent, pour le futur, une excellente base.

Il dut ensuite « gagner sa vie » comme on disait alors, afin de poursuivre, à sa guise, ses études. Il tint, pour cela, divers petits emplois :

Le marchand de matériaux du quai de la Rapée lui reprochait ses continuels retards ; par contre, il jouissait d'une appréciable liberté à l'agence de l'architecte pour qui il travailla ensuite et où il pouvait s'arranger des itinéraires passant régulièrement par la place du Panthéon et la Bibliothèque Sainte-Geneviève dont il était assidu !...

Tout le passionnait : les langues vivantes, pour lesquelles il avait d'étonnantes dispositions, la littérature, l'histoire, la géographie (sur laquelle il nous prenait souvent en défaut soixante ans après) : « Eh bien, mon vieux, voyons, vous ne savez pas cela ?... » Il apprenait en même temps la sociologie,

le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme autant à l'école de la vie (c'était la crise de l'affaire Dreyfus), que dans les livres.

Par quel désir de changement ou quel souci de stabilité voulut-il ensuite devenir fonctionnaire (au moment où sa sœur Lucie était nommée institutrice) ? Il fut reçu au concours de commis à la Préfecture de la Seine. Il s'ennuya ferme dans les bureaux de l'état civil de la Mairie du XIV<sup>e</sup> et continua de s'occuper de tout autre chose. Il était membre du premier syndicat des employés municipaux de la Préfecture de la Seine et de l'Assistance Publique créé en 1904.

Mais féru de littérature, et, plus encore, de théâtre, Alfred ne se voulait pas seulement étudiant, syndicaliste, employé. Chez d'autres, il se fût agi de dispersion. Lui, restait réellement disponible pour tout. Il faisait, le soir, souvent, de la figuration dans les théâtres. A sa manière habituelle, mi-plaisante, mi-sérieuse, il racontait la vie des coulisses miteuses du Théâtre des Gobelins dont il recherchait le cachet... Dans le même temps, il suivait Antoine avec passion et il lui restait encore de l'enthousiasme pour écouter Wagner, triomphant alors, et Beethoven, au « poulailler » des concerts symphoniques de la grande époque.

Inscrit au groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, la vocation journalistique et syndicaliste de notre ami allait se déterminer. Il quitta la Préfecture de la Seine en 1910, et le voilà journaliste. Il écrit des essais sur le théâtre et il entre comme rédacteur à « La Bataille Syndicaliste ».

Tels sont, brièvement évoqués, les petits événements qui ont préparé un grand destin, lequel, en dehors des circonstances de guerre et de révolution, nous semble résulter entièrement des qualités foncières d'Alfred Rosmer, de ce qu'il était devenu aux yeux des autres, et de ce qu'il portait encore en lui.

\*\*\*

Les étapes de la pensée d'un jeune homme tourmenté de vérité sont toujours, pour une part, déterminées par les événements du temps.

Alfred Rosmer arrivait à l'âge des choix en pleine affaire Dreyfus. S'il fut dreyfusard tout de suite, c'est par un goût exigeant de justice, qui ne l'a jamais quitté, malgré toutes les déceptions. Cette flamme et cette foi paraîtraient peut-être aujourd'hui, pour beaucoup, sentir leur XIX<sup>e</sup> siècle !...

De même, on ne sait pas assez, à présent, ce que l'anarchie a eu de fascinant pour toute une génération d'êtres passionnés de liberté. Rosmer aimait redire qu'il avait été anarchiste individualiste. Son amour de la liberté est resté vif jusqu'à la fin. C'est la source de tout, disait-il. A cause de cela il restait opposé au pouvoir destructeur de l'Etat. (Le pouvoir est maudit, écrivait Louise Michel, et les communards surent, avant beaucoup d'autres, combien il pouvait être aveugle et cruel.)

L'adhésion d'Alfred au syndicalisme semble d'abord incompatible avec sa position d'anarchiste, mais ce n'est qu'apparence. Il voit dans l'anarcho-syndicalisme, certes, un moyen de défense irremplaçable des intérêts des travailleurs contre toute forme d'exploitation, mais aussi sans doute, une possibilité de s'opposer, une possibilité d'organisation pour mener un combat. Par le syndicalisme, Rosmer dit « non » à la société capitaliste, à l'Etat, à la misère, à l'injustice, à la servitude, et il trouve, pour la lutte, des armes et une armée. Il est devenu un homme : son affaire n'est plus seulement de prendre, sentimentalement, parti pour la justice et la liberté. Il s'agit de combattre, de prouver, de changer le monde. Il avait un point d'appui : le voici en possession du levier, de l'instrument d'action.

Dans le même temps, ses investigations intellectuelles, ses rapports avec l'intelligentsia, ses contacts

avec le milieu journalistique de la capitale, ses expériences diverses, loin de stériliser son jugement, en affûtent le tranchant. On ne peut devenir révolutionnaire sans une connaissance profonde de la valeur des classes dirigeantes, sans apprécier leur inaptitude à remplir leur mission fondamentale. Depuis Dreyfus, il sait ce qu'est l'Etat-Major, ce que valent les Corps constitués. Balzac, Zola lui ont aussi beaucoup appris sur la société bourgeoise ; à la Préfecture de la Seine, au voisinage du Conseil municipal, en se mêlant à l'action politique et en se nourrissant d'histoire et de sociologie, il a bien des occasions de porter condamnation.

Le « pacifisme », en 1914, l'opposition, quand la guerre des Etats et des grands intérêts se déchaine, lui apparaît, dès lors, après l'assassinat de Jaurès, comme le premier devoir. Au temps des faillites et des reniements et quand le sang des ouvriers de tous les pays va couler en larges flots, où serait donc le devoir d'un homme de cette trempe, s'il n'était dans le refus ? Refus de suivre, refus de s'associer, refus d'admettre le mensonge érigé en raison d'Etat, refus de tout ce qui vient d'une société condamnée.

La guerre, stupide en soi, est conduite par des états-majors incapables et de fausses élites, seuls les ouvriers et leurs organisations en font tous les frais ; les requins sont rois. Partout on ne voit que ruines, haines, sang et mensonge. Le devoir d'Alfred Rosmer est dans le refus, mais aussi dans la recherche des responsabilités, dans la recherche de la vérité.

Alors se développe chez notre ami une vocation d'historien. Non pas un de ces historiens de l'à-peu-près, comme on en voit tant, accomodant les saucés. Pour Alfred, la recherche historique sera comme une sécrétion de la conscience. Il s'y appliquera de toute sa lucidité, de toute sa pénétration, de toute sa subtilité, qui étaient grandes, et les sujets, dans le monde étrange qui commence avec la guerre de 14, ne lui manqueront pas :

- recherche de la vérité sur les origines et les responsabilités réelles de la guerre ;
- recherche de la vérité sur les trahisons de l'Internationale dans l'Union sacrée ;
- recherche de la vérité sur les intérêts du socialisme et de la classe ouvrière en un tel temps ;
- recherche de la vérité sur les procès de Moscou (1938) ;
- recherche de la vérité sur les crimes de Staline.

Voilà, dès lors, le moteur principal de la vie d'Alfred Rosmer. La vérité, il la veut, il la poursuit avec passion, ne ménageant rien pour l'atteindre et l'exprimant toutefois avec objectivité, et nuances. Vérité, Liberté, Justice sont les fondements de son humanisme.

Le coup de tonnerre de 1917 va lui offrir l'extraordinaire occasion d'œuvrer, en militant de la nouvelle internationale, à la naissance d'un monde...

\*\*\*

Porté par les événements de Russie en des situations où d'autres auraient cherché à s'incruster à tout prix, afin de couronner, par tous moyens, leur « réussite », Rosmer n'a, en ces circonstances, que le souci de bien servir son idéal et le désir de « rentrer dans le rang » le plus vite possible — ses missions accomplies. « Aux postes d'honneur, il a toujours, dit Dunois, préféré les postes de dévouement et de travail ». Fidèle en amitié comme il a été fidèle aux idéaux de sa vie, Rosmer était, par voie de conséquence, exigeant. Il ne supportait la médiocrité en aucun domaine, sauf dans celui des ressources personnelles...

Sa nature portait cependant cet homme intranquille à la bienveillance. On était surpris de



l'intérêt qu'il manifestait à **chaque** être indifféremment, à chaque chose, à un animal, à une fleur, à un nuage dans le ciel. Modeste, il appréciait la retenue; austère et profond, il n'était pas ennemi de la fantaisie, ni des blagues. Parlant faiblement, il avait le don de se faire écouter. Sans jamais chercher à se mettre en valeur, il était capable de bien parler de tout. Ses connaissances étaient surprenantes dans les domaines les plus divers. Sédentaire, il savait « se faire un nid » partout, et il était toujours prêt à partir en voyage, petite valise et Chaix en main. Sérieux et gai, à la fois et tour à tour. D'aspect modeste, mais toujours habillé avec goût et quelque recherche. Distingué, svelte, élégant, il avait de « l'allure » : rien ne pouvait cependant le faire sortir de sa modestie foncière. Fragile, il ne méprisait pas les joies de la vie. Connaissant le monde entier ou presque, il avait un amour sans réserve pour sa petite maison de Périgny d'où il admirait, chaque soir, avec Marguerite, le même coucher de soleil dans un ciel changeant d'Ile-de-France. Effacé, discret, il était capable d'entraîner, de rallier, d'être l'âme d'un mouvement, de s'opposer avec force et sans jamais plier, de concilier, et de condamner. Il est resté, jusqu'au bout, d'une extrême jeunesse, d'une parfaite clarté d'esprit. Amoureux de la vie, il savait qu'il faudrait mourir mais n'en parlait jamais. Faisant confiance par conviction à l'humanité entière, mais choisissant soigneusement ses amis. Se nourrissant de beauté décelée en tous lieux et occasions : Parisien enchanté de vieilles pierres et campagnard amoureux de nature. Plein de fougue et de retenue. Fidèle jusqu'au bout à son idéal de jeunesse. Variant ses positions sans jamais rien renier. Ayant eu, dans une riche vie, bien des occasions de souffrance et de déception, il savait tout comprendre et tout expliquer. Cet infatigable travailleur, cet insatiable « voulueur de vérité », ce cœur pur, cet esprit généreux, tel fut l'ami des hommes que

nous avons perdu — celui dont Albert Camus a dit « que nous vivions aujourd'hui ce qu'il avait, avec quelques autres, « maintenu ».

Sans doute, la vie sans reniements d'un homme qui s'est retiré des positions triomphales pour reprendre solitairement le combat, apparaîtrait-elle dérisoire aux « réalistes » et aux valets du succès. Ceux-là ne comprendront jamais que, précisément, les luttes, les échecs, la solitude, la force morale ont fait, font et feront la grandeur d'Alfred Rosmer.

Il est mort le 6 mai, seize mois après « Marguerite et Nathalie ». Il n'avait fallu que deux mois pour que tout fût accompli.

A ceux qui étaient venus lui rendre un dernier hommage le jour de ses obsèques (11 mai), la nature joignait le sien et formait cortège.

Le printemps radieux de 1964 était au faite de sa splendeur, le ciel lumineux, l'air doux et vibrant. C'était une de ces journées parfaites, sereines, pleines d'espérances, si rares à Paris d'ordinaire. Elle paraissait ajouter un message de vie à celui que l'œuvre et l'exemple de notre ami laissaient à chacun de nous : « Espoir et beauté, confiance. Les printemps reviendront. « Alfred et Marguerite » ne seront pas oubliés. »

6 mai 1965.

Pierre et Paule GODEAU.

### PORTRAIT D'ALFRED ROSMER

Notre ami **VLADY**, fils de Victor Serge, a gravé le portrait de **Rosmer** sur son lit de mort. C'est une œuvre d'un grande valeur artistique. Parmi ceux qui ont connu **Rosmer**, beaucoup voudront posséder ce souvenir émouvant, que l'on peut se procurer aux « Editions Syndicalistes », 21, rue Jean-Robert, Paris-18<sup>e</sup>, au prix de 10 F. — C.C.P. 21764.88 Paris.

## PRÉSENCES AMÉRICAINES CONTEMPORAINES

Pierre Brodin vient de faire paraître aux Nouvelles Editions Debresse (17, rue Duguay-Trouin, Paris-VI<sup>e</sup>) le neuvième volume de ses études de littérature actuelle sous le titre **Présences contemporaines, Ecrivains Américains d'Aujourd'hui**. En deux cents pages écrites d'une plume alerte, il nous permet de prendre une vue d'ensemble de la jeune littérature américaine. Il nous donne également l'occasion de nous familiariser avec la personnalité et l'œuvre de seize des plus remarquables et des plus représentatifs parmi les écrivains américains en pleine productivité. De plus il se dégage de son livre une image des Etats-Unis, de la vie américaine de notre temps, d'une vérité et d'un relief rarement égalés par des essais plus ambitieux.

Il faut dire que Pierre Brodin est sans doute l'un des meilleurs connaisseurs français de l'Amérique contemporaine qu'il étudie en historien et en critique depuis une trentaine d'années. Directeur du Lycée français de New York, doyen de l'école libre des Hautes Etudes, Pierre Brodin semble perpétuer la tradition de ces lettrés du Grand Siècle (le dix-huitième bien entendu), également à l'aise dans plusieurs cultures, qui n'oublient jamais la vocation universaliste de la civilisation française dont ils contribuent efficacement à répandre les valeurs. Et la première de celles-ci n'est-elle pas la clarté, l'intelligibilité ? Pierre Brodin avec une générosité rare s'efforce de mettre son talent d'exposition au service des auteurs dont il parle — afin de recruter des lecteurs et de faciliter à ceux-ci l'accès de leur œuvre — au lieu de se servir de leurs livres comme d'un simple prétexte à exégèse savante, à rhétorique subtile,

destinées à mettre en valeur l'ingéniosité intellectuelle et verbale du critique.

Le livre que Pierre Brodin nous offre aujourd'hui possède, comme tous ses prédécesseurs, les qualités de répertoire et de manuel qui en font un instrument de travail indispensable à tous les étudiants et à tous les amateurs de littérature américaine contemporaine. Mais il fournit à son lecteur attentif d'autres aliments plus substantiels dont nous voudrions dire un mot.

Nous avons souvent entendu dire, au temps de « notre avant-guerre », qu'il fallait un demi-siècle aux idées européennes pour traverser l'Atlantique et se répandre aux Etats-Unis. Bien que l'avion ait mis l'Amérique à quelques heures de Paris on se demande s'il ne faut pas autant de temps — sinon plus — aux idées et au reflet des réalités américaines pour atteindre les rivages de la vieille Europe. Rien n'est plus impatientant, pour le Français qui a longtemps vécu et travaillé aux Etats-Unis que de lire et d'entendre les clichés que certains organes de presse, la radio, la rumeur publique répandent à longueur de journée sur les Etats-Unis. Il n'est jusqu'à certains discours de parlementaires et de ministres qui nous présentent divers aspects de la vie américaine, comme un modèle à imiter, un idéal à atteindre. En réalité la société américaine a été la première au monde à faire l'expérience totale de la révolution industrielle, la première à aller jusqu'au bout dans son effort de domination systématique de la nature, grâce à un processus de division du travail, de mécanisation de la production, de rationalisation de la distribution, tout juste amorcé en France. Le niveau des salaires s'est élevé, la capacité

consommatrice de chacun s'est considérablement accrue. Mais ce qu'on ne voit pas toujours clairement en Europe, c'est le prix qu'ont dû payer les Américains pour atteindre ces objectifs. On ignore souvent la rigoureuse discipline et les servitudes de production et de consommation auxquelles l'industrie et la finance, secondées par la publicité et les banques qui contrôlent les ventes à crédit, ont soumis les personnes. Dans l'Amérique contemporaine, dominée par les hommes d'affaires et leur esprit mercantile l'homme, l'individu non-conformiste, sensible, intelligent, respire parfois difficilement. Aussi rêve-t-il d'évasion ou de transformations. Car l'Amérique d'aujourd'hui est une nation tragique, un pays triste, souvent au bord du désespoir ou de la névrose et non pas la jeune nation utilitaire, efficiente, exubérante et gaie qu'on imagine sur la foi de comédies musicales mal comprises ou de bandes d'actualités sélectionnées.

Pourquoi ces déséquilibres au sein de l'abondance ? Eh bien ! c'est que l'Américain, qui a désormais pris conscience des limites de son pays, des limites du progrès, découvre la tragique cruauté de la condition humaine. Tant qu'il y a des « frontières » à conquérir, des progrès sociaux essentiels à réaliser, des besoins matériels élémentaires à satisfaire, la vie même inconfortable paraît simple. Les vraies difficultés commencent lorsque l'homme rassasié se trouve seul face à face avec lui-même et avec son semblable. Alors il découvre toute l'humiliation de la condition humaine bornée par la mort, corrompue par le Mal en nous, chez les autres, aussi bien que dans les institutions. Il découvre également la difficulté, voire l'impossibilité de la communication entre les êtres, séparés, divisés, par leurs intérêts. Ces deux thèmes, l'humiliation de la condition humaine et l'impossibilité de la communication se retrouvent chez la plupart des seize auteurs dont Pierre Brodin analyse l'œuvre. L'humiliation de la condition humaine prend des dimensions particulières et s'exprime avec véhémence chez la moitié des auteurs étudiés par Pierre Brodin qui se trouvent appartenir eux-mêmes à des minorités défavorisées comme les Noirs et les Juifs. Mais « négritude » et « judéité » ne sont pourtant que des accidents qui, en aggravant certaines situations, n'en rendent ces écrivains que plus représentatifs des courants profonds d'angoisse et de frustration qui agitent l'âme américaine contemporaine. La difficulté de la communication est également présente chez tous.

Les deux plus intéressantes études de ce recueil à notre avis sont celles que Pierre Brodin a consacrées à James Baldwin et à Harvey Swados.

James Baldwin, remarquable romancier et essayiste noir, fait toucher du doigt grâce à l'éclat fulgurant de son style, l'aliénation qu'impose la vie américaine aux gens de couleur. Son meilleur roman *Go tell it on the Mountain* traduit en français sous le titre *Les élus du Seigneur* ; son meilleur essai *The Fire Next Time* paru chez Gallimard en 1963, en français *Le Feu la Prochaine Fois*.

Quant à Harvey Swados, né à Buffalo, dans une famille de bonne bourgeoisie israélite il perpétue dans la génération actuelle la tradition du roman social et prolétarien des années trente. Son roman *On the Line, A la Chaîne* (1957) dépeint un milieu qu'il connaît bien, celui d'une grande usine d'automobiles. Pierre Brodin résume ainsi ce roman où se retrouvent les aspects essentiels de la condition ouvrière que Swados décrit dans son œuvre de romancier et de polémiste. « Chaque chapitre est centré sur un personnage et illustre le drame qui lui est propre... Kevin est un immigrant irlandais qui a été maître d'école de village dans son pays natal. Son ambition est de posséder une auto aux tons verts comme ceux de la verte Eire. Il achète une voiture à tempérament, se rend compte qu'il est possédé par elle plus qu'il ne la possède, décide de la vendre et de rentrer en Irlande. Walter, le fils de bonne famille ruinée, travaille pour pouvoir se payer des études universitaires. Mais pourra-t-il jamais quit-

ter l'usine ? Pop, un vieux travailleur achète avec ses économies une voiture pour son fils unique Rudy. Celui-ci est tué presque aussitôt dans un accident d'automobile. Orrin, qui n'aime que son travail et se croit indispensable dans son poste, est remplacé par un autre le jour où sa santé le trahit. On lui donnera un emploi de nuit frustrant... Aucun de ces ouvriers n'est heureux. Presque tous détestent le travail à la chaîne, ou tout au moins sont conscients de ce que ce travail a d'inhumain et d'impossible à respecter, en comparaison, par exemple, de l'artisanat. Tous ont, plus ou moins, l'impression d'être pris au piège. Piège des gros salaires qui sont à la fois des impasses et des mirages. Piège de l'emploi temporaire qui se prolonge comme une peine de prison incessamment recommencée... A la fin de la journée, les hommes sont abrutis par la fatigue, la tension constante et la monotonie de leur travail. Beaucoup d'ouvriers ne peuvent même pas trouver de refuge dans la conscience d'un travail bien fait et utile ou dans les rêves d'avenir qu'entretenaient la plupart des travailleurs. » (p. 184-185). Les problèmes que pose Swados dépassent cependant l'économique et le social. Il montre bien que l'aliénation, née de la grande industrie, s'attaque à la substance humaine même dans l'individu qui ne saurait y résister qu'en retrouvant liberté, honneur et dignité, par le moyen d'une participation accrue à l'organisation syndicale, peut-être.

Il nous faut résister à la tentation de citer chacun des chapitres de Pierre Brodin. Car il n'en est pas un qui n'apporte des détails inédits, des vues nouvelles et surtout qui ne nous donne l'envie de lire une ou plusieurs œuvres des auteurs qu'il étudie.

Le panorama du secteur de la jeune littérature américaine que nous présente Pierre Brodin s'organise à la lecture en diverses régions, en plusieurs domaines. Peut-être d'abord, à cause de la grande actualité des problèmes qu'elle agite, doit-on citer la littérature noire représentée par James Baldwin et Ralph Ellison. Puis la littérature écrite par des auteurs juifs, préoccupée de la métaphysique de la condition humaine avec Saul Bellow, Norman Mailer, Bernard Malamud, Philip Roth, Jérôme David Salinger, Harvey Swados. La littérature nostalgique, menacée par la névrose, d'écrivains du Sud comme Truman Capote, Carson McCullers, Anaïs Nin, William Styron. La littérature catholique avec Flannery O'Connor et James Earl Powers, tout à fait remarquable par sa peinture des transformations de la mentalité du clergé sous l'influence du milieu industriel et affairiste où il évolue. La littérature de guerre avec James Jones et, en partie, Norman Mailer. La littérature esthète et précieuse avec Truman Capote, Anaïs Nin, Salinger et John Updike.

Certes ces divisions se recoupent parfois et on pourrait en imaginer d'autres, chronologiques, par exemple.

Pierre Brodin a demandé à ses auteurs s'ils avaient subi l'influence de la littérature française. C'était la question à ne pas poser ! Les réponses sont plus polies que convaincantes. Sauf — peut-être celle de Philip Roth qui écrit avec une sympathique impertinence : « On peut dire sans hésitation que ni la France ni la littérature française n'ont eu aucune influence sur mon œuvre, au moins autant que je le sache. J'ai étudié le français pendant deux ans à l'école supérieure et récemment je suis rentré aux Etats-Unis sur un paquebot de la Compagnie Générale Transatlantique. Et c'est à peu près tout. »

A travers les études de Pierre Brodin se dessine le visage d'une « autre Amérique » souvent tragique, malheureuse, névrosée, insatisfaite, mais sympathique et qu'on ne peut se défendre d'aimer parce que vivante, assoiffée d'idéal, d'humanité, de communication. C'est le vrai visage de l'Amérique actuelle qui en se cherchant cherche la clé d'un avenir qui n'est pas seulement le sien mais celui de toute l'humanité moderne lancée sans retour dans l'aventure industrielle.

Pierre AUBERY.

# LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION

(Suite et Fin)

## POURQUOI LE PARTI PENDANT LA RÉVOLUTION ?

Dans ces conditions, une question se pose : pourquoi les révolutions des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles n'ont-elles point eu besoin d'un parti pour s'accomplir alors que toutes celles du XX<sup>e</sup> siècle ont été l'œuvre d'un parti ? Pourquoi n'ont-elles point eu besoin d'un parti pour renverser le régime précédent et pourquoi n'en ont-elles pas davantage eu besoin pour organiser la société nouvelle, la société bourgeoise ?

Si les insurrections des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles n'eurent pas besoin d'un parti pour abattre l'ancien régime, c'est que celui-ci était déjà croulant. En ces débuts de la révolution industrielle, un régime politique n'ayant comme ossature que les restes d'une féodalité terrienne, était appelé à s'effondrer à la moindre secousse. La bourgeoisie commerçante, artisanale et industrielle qui avait jusque-là été traitée en parente pauvre et méprisée par une aristocratie qui devenait de plus en plus étrangère à la terre, c'est-à-dire à la source de son pouvoir, et qui voyait maintenant un champ nouveau et immense s'ouvrir à son activité, n'avait qu'un geste à faire pour pousser au tombeau ses prédécesseurs. Une émeute localisée dans un faubourg de Paris, quelques gardes françaises qui font défection — et l'Ancien Régime est à bas ! Non, vraiment, pour cela il n'était point besoin d'une action longuement préparée, commandée et encadrée, donc pas besoin d'un parti.

Quant aux dernières des révolutions bourgeoises, celles des pays où le pouvoir n'avait pas encore été transféré, au moins officiellement, entre les mains de ceux qui y détenaient déjà la puissance économique, telles celles du 9 novembre 1918 en Allemagne et celles qui l'accompagnèrent dans les différentes parties de l'empire autrichien, elles n'eurent qu'à renverser un pouvoir dont la puissance militaire venait de s'effondrer ; le peuple n'eut qu'à arracher les pattes d'épaules de quelques officiers, pour que tout s'écroule.

Par contre, les nouvelles révolutions, celles que l'on peut appeler, si l'on veut, les révolutions prolétariennes, eurent une tâche beaucoup moins facile.

Cependant, dira-t-on, le régime czariste était aussi vermoulu en 1917 que l'était celui de Louis XVI en 1789, mais c'est justement pourquoi il n'y eut pas besoin d'un parti pour l'abolir. Rappelons, en effet, que ce n'est point la révolution d'octobre 17 qui mit fin au czarisme, mais celle, antérieure, de février, et que dans celle-ci, le parti bolchevik ne joua qu'un rôle insignifiant ; le renversement du czar fut essentiellement l'œuvre des « Cadets », c'est-à-dire du parti Constitutionnel-Démocrate, dont le nom à lui seul indique que c'était un parti bourgeois, du type des partis politiques de la bourgeoisie occidentale, c'est-à-dire une réunion d'hommes professant simplement quelques idées communes et pour qui la politique n'était guère qu'un passe-temps intellectuel ; rien de commun avec des révolutionnaires professionnels ! La révolution de février fut la dernière révolution bourgeoise, et c'est pourquoi elle s'accomplit comme les autres révolutions bourgeoises sans l'aide d'un parti du type bolchevik.

Par contre, en octobre, première révolution prolétarienne, il n'en fut plus de même.

Cette fois, il ne s'agissait plus de mettre seulement fin au règne des Raspoutine, mais d'empêcher que les choses ne se passent comme elles s'étaient passées en Occident un peu plus d'un siècle plus tôt : il fallait empêcher que le pouvoir de la noblesse ne soit simplement remplacé par le pouvoir de la bourgeoisie. Or, cela ne pouvait être fait qu'à la condition que fussent réduits à l'impuissance deux groupes de la population, l'un riche, l'autre nombreux, tous deux, donc, très forts.

L'un de ces groupes était naturellement, celui des bourgeois. Et parmi ceux-ci, il n'y avait pas seulement les bourgeois russes, mais aussi et surtout, les capitalistes étrangers, propriétaires et dirigeants de tout ce qu'il y avait alors d'industrie moderne en Russie.

L'autre groupe, qui comprenait à lui seul beaucoup plus que la moitié de la population totale de la Russie, était celui des paysans. Paysans qui, comme tous les paysans, n'avaient qu'un rêve : devenir propriétaires de la terre qu'ils cultivaient. Or, la propriété privée de la terre est la base sur laquelle s'édifie la propriété de tout le reste. A ces deux groupes essentiels, ajoutez, pour être complet, un troisième moins important, certes, par la richesse et par le nombre, mais dont l'influence n'était point négligeable, celui de ces intellectuels russes dont le dogme numéro 1 était que la Russie ne pourrait devenir socialiste qu'après avoir franchi l'« étape » du capitalisme !

Telles étaient donc les forces auxquelles avaient à faire face ceux qui s'étaient bien emparés par un coup de force de Pétrograd et de Moscou, mais qui ne pouvaient compter que sur l'appui d'une classe ouvrière pourvue d'une certaine conscience de classe, certes, mais relativement peu nombreuse.

C'est cette disproportion des forces qui, à mon avis, explique que, non pas seulement au cours des journées qui renversèrent le régime de Kerenski, régime qui représentait la coalition de tous ceux que nous venons de dire, mais tout au long des années suivantes, durant tout le temps de la guerre civile, la « masse », la « masse ouvrière » fut constamment tenue en main par une « élite », l'élite de ceux qui s'étaient organisés dans le parti bolchevik.

Le cas est le même pour les révolutions qui succédèrent à la révolution russe, et qui, comme elle, eurent à faire à beaucoup plus forte partie que ceux qui n'avaient eu qu'à abattre Louis XVI ou Nicolas II.

Les Chinois de Mao Tsé-Tung, par exemple, trouvèrent devant eux, non seulement la clique passablement vermoulue de Tchang Kai-Chek, mais des puissances étrangères, comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne qui voulaient dépecer la Chine afin de s'en assurer chacune un morceau, ou comme le Japon et l'Amérique, qui, l'un et l'autre, voulaient le tout.

De même, au Viet-Nam et en Algérie, les peuples révoltés eurent à faire à la France, la France qui, même réduite à ses seules forces, n'était tout de même pas alors, une quantité négligeable.

Non ! certes, s'engager dans de telles batailles, c'était vraiment tout autre chose que de s'emparer d'une douzaine de Suisses gardant la Bastille, ou même de vaincre le roi de Prusse dans une bataille qui ne fut qu'une canonnade, et c'est à cela qu'est dû le fait que pour établir le nouveau régime, les masses n'eurent pas qu'à prendre spontanément des initiatives, mais qu'il leur fallut agir d'une façon constante sous la direction, et même, plus exactement, sous le commandement d'une élite organisée.

## POURQUOI LE PARTI APRES LA REVOLUTION ?

Mais une fois la victoire acquise, le mode d'action qui a permis de l'obtenir, nous l'avons dit, a subsisté. De même que lorsqu'il s'agissait de préparer la bataille, de même qu'au cours de la bataille, après que celle-ci est gagnée le même dualisme subsiste masse et élite, peuple et parti.

Est-ce là uniquement un phénomène d'inertie ?

S'agit-il tout simplement d'un genre d'organisation qui a été institué pour une tâche déterminée, et qui, une fois cette tâche accomplie, subsiste en raison de la « vitesse » acquise ? Autrement dit, est-ce une simple séquelle du temps de guerre ?

Ou bien cela est-il dû à des caractères raciaux ? Les révolutions des siècles passés furent le fait de peuples occidentaux, celles du XX<sup>e</sup> siècle sont le fait de peuples orientaux. Or, si l'Occidental est, par nature, un révolté, l'Oriental est, par nature, un résigné. Ainsi que le dit Lamartine, « il y a, quoi qu'il en paraisse, deux civilisations bien distinctes sur le globe, une civilisation assise comme celle de l'Orient, une civilisation debout, comme celle de l'Occident ! » Ainsi peut-on penser qu'après s'être débarrassé d'un ancien maître devenu vraiment impossible, l'Oriental, à la différence de l'Occidental, n'a qu'une préoccupation : s'en donner un nouveau.

Je pense que ces deux facteurs, l'inertie et la race, ont certainement joué un rôle dans le maintien de la discipline du temps de la révolution, bien après la victoire de la révolution. Cependant, je ne pense pas qu'ils fournissent à eux seuls une explication suffisante ; il y a autre chose de plus profond qui tient à la nature même des nouvelles révolutions.

Ici encore, il est bon, je pense, pour essayer de comprendre, de comparer les tâches qu'ont à accomplir les nouvelles révolutions, les révolutions prolétariennes, avec celles qui incombent aux révolutions précédentes, les révolutions bourgeoises.

Si les anciennes révolutions n'eurent pas besoin, une fois la victoire acquise, du régime du parti unique et du despotisme d'un Etat qui n'est que l'instrument de ce parti unique, c'est pour deux raisons.

La première est que la classe que ces Révolutions mettaient au pouvoir était une vieille classe. Une classe dont l'origine remonte à sept ou huit cents ans. Il faut, en effet, quoi qu'en prétendent certains, faire remonter l'origine de notre bourgeoisie aux communes du Moyen Age, car, s'il est bien vrai que l'habitant des bourgs des XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles est sensiblement différent du marchand de l'Ancien Régime, et, plus encore, de notre moderne capitaliste,

il n'en appartient pas moins à la même espèce ; tous sont d'un même *phyllum* comme disent les naturalistes : ils ne sont pas identiques à leurs pères, mais ils en descendent et en gardent les caractères distinctifs essentiels. Les principes de leur activité économique et sociale sont, en effet, les mêmes, bien que le contenu et la forme de cette activité aient été modifiés. Quelle que soit l'époque considérée, le bourgeois y est toujours, en effet, le propriétaire de son entreprise, le seul maître de son entreprise, il vit de la plus-value que lui rapportent les salariés qu'il emploie, et il concurrence ses confrères dans les limites que, d'accord avec eux, il s'impose à lui-même, ou que lui impose l'Etat.

Or, quel était l'objectif de la Révolution ?

Ce n'était nullement de modifier ni le mode de production ni l'ordre social ; il ne s'agissait nullement de mettre en cause l'existence de patrons et de salariés ; ce qu'on recherchait, c'était tout au contraire, de libérer le mode de production bourgeois des interdictions et prohibitions qui l'entravaient.

Une fois la révolution faite, les nouveaux maîtres du pouvoir politique n'eurent donc qu'à dire : Messieurs les bourgeois, continuez ! Continuez à produire de la même manière que vous avez fait jusqu'ici. Continuez à « vous enrichir » ! Nous n'avons fait que supprimer ce qui pouvait gêner votre enrichissement, ce qui limitait votre production ou réduisait vos bénéfices.

Dès lors, puisqu'aucun changement n'avait été apporté à la structure sociale, qu'il n'était pas question de modifier ni les formes de la production, ni les règles de la répartition, les révolutionnaires n'avaient qu'une chose à faire : « laisser faire ».

Tout autre est la situation dans le cas d'une révolution sociale.

Certes le prolétariat lui aussi existait déjà depuis un certain temps dans les pays où ont eu lieu les dernières révolutions, mais que depuis peu seulement, et surtout il n'y existait que comme classe totalement dirigée et non comme classe économiquement dirigeante.

Or, qu'est-ce que le socialisme, si ce n'est précisément un mode de société où c'est le travailleur lui-même, où ce sont les producteurs eux-mêmes qui dirigent l'économie ? Il va donc s'agir pour les révolutionnaires de faire tout d'un coup remplir un rôle dirigeant à une classe dont le rôle n'a été que d'être dirigée. On conçoit que c'est là une tâche d'une tout autre envergure que celle qui consiste, comme au cours des révolutions bourgeoises, à supprimer seulement les obstacles qui empêchent une classe déjà économiquement dirigeante de devenir politiquement dirigeante.

Ainsi, on peut comprendre que pour opérer une transformation aussi profonde que celle qui incombe aux révolutions prolétariennes, il faut d'autres procédés, d'autres organes que ceux qui suffisent dans les révolutions, somme toute assez superficielles qui les ont précédées.

En second lieu, pour faire fonctionner une économie socialiste, il y a une difficulté fondamentale qui tient à la nature même du socialisme et qui n'existe absolument pas dans la société capitaliste.

Dans cette dernière, l'intérêt des individus composant la classe dirigeante coïncide avec les exigences du progrès économique.

En effet, progresser économiquement, c'est accroître la production. Or, il est de l'intérêt du capitaliste d'accroître la production parce que plus la production d'une entreprise est grande, plus grand est le nombre de salariés qu'elle emploie, et plus le profit de l'entrepreneur est donc grand, puisque ce profit est proportionnel, toutes choses égales d'ailleurs, au nombre de ceux qui lui fournissent de la plus-value. Tout patron a donc intérêt à « agrandir son affaire ».

Il n'en est pas de même pour le travailleur. Une coopérative — j'entends une véritable coopérative ne comprenant d'autres travailleurs que ses membres, n'éprouve pas le besoin de s'agrandir. Qu'ils soient dix ou qu'ils soient cent, chacun des coopérateurs ne fournit chacun que le même travail et n'a comme rémunération que le produit de son seul travail ; chacun gagne la même chose, qu'il ait 9 associés ou qu'il en ait 99.

Il s'ensuit qu'alors que dans une société capitaliste l'entrepreneur a intérêt à économiser une partie de ses bénéfices, afin de l'« investir », c'est-à-dire de s'en servir pour accroître ses installations afin de pouvoir employer davantage de prolétaires et donc d'accroître ses bénéfices, rien de semblable n'existe chez les travailleurs maîtres de leurs moyens de production ; tout investissement, tout prélèvement effectué sur le produit de leur travail pour l'extension représente pour eux une perte sèche : c'est une part du produit de leur travail qui leur est enlevée, qui est soustraite à leur consommation.

Donc, aucune tendance à l'accroissement de la production.

Et aussi, pas de production de luxe !

Il y a quelque temps, je rappelais la terrible et si exacte imprécation de Gamier, l'un des plus lucides des « bandits tragiques », lorsqu'il écrivait ses dernières pensées sous le feu de la police assiégeant la maison de Nogent : « C'est nous qui bâtissons les palais et nous habitons des taudis ! » Vérité épouvantable qui est, dans son dramatique raccourci, la plus terrible condamnation de la société bourgeoise.

Mais je me croyais forcé d'ajouter : si ceux qui habitent des palais devaient les construire, les construire eux-mêmes de leurs mains, il n'y aurait pas de palais !

Et cela me paraît bien certain ! Le travail supplémentaire, le travail considérable qu'exige tout ce qu'on peut appeler le « luxe », est susceptible d'être obtenu par la contrainte. Ceux qui sont à même de faire travailler autrui sous la contrainte du fouet, comme dans les sociétés pré-capitalistes, ou sous tel seule contrainte de la famine, comme en nos sociétés modernes, peuvent, sans dommage pour eux, faire exécuter des travaux inutiles en payant ceux qui les exécutent avec ce qu'ils ont prélevé sur le travail de leurs autres exploités ; en revanche, il paraît peu probable que s'ils n'y sont pas obligés, les travailleurs acceptent, volontairement, sauf peut-être une infime minorité, de se livrer à un sur-travail simplement pour l'amour de l'art !

Dès lors, pour qu'une société socialiste ne soit point stagnante et inesthétique, il faut qu'elle comprenne des éléments qui s'opposent à l'intérêt des individus, à leur intérêt personnel immédiat. Ces éléments ne peuvent être qu'une élite, une véritable élite au sens vrai du mot, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui, au delà de leur intérêt personnel se soucient de ce que l'on appelle l'intérêt général, l'intérêt de la société dans son ensemble, ou, pour parler plus exactement encore, l'intérêt de l'espèce, ceux qui, au delà des hommes considèrent l'humanité.

Que cette élite prenne la forme d'un parti, ou qu'elle résulte d'une organisation syndicale corporative, coiffant les entreprises, comme le suggérait la R.P. du 10 mars 35 dans son « esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne », c'est une question à discuter, mais, quelle que soit la réforme qu'elle est appelée à revêtir, son existence apparaît indispensable, si l'on veut que le socialisme n'entraîne point la disparition du progrès.

C'est pourquoi la contradiction que nous relevions au début de cet article dans la position des Yougoslaves affirmant que les Conseils de gestion des entreprises doivent être « pleinement autonomes » mais doivent « tenir compte » des « avis » des organisations communistes (3), ne doit pas prêter à sourire ; ce n'est pas une galéjade, ni une ruse de politiciens désireux tout juste de conserver la réalité du pouvoir tout en sacrifiant les apparences, c'est l'expression d'une contradiction fondamentale, d'une contradiction dérivant du principe même de toute société socialiste.

(3) Depuis cet article des Nouvelles Yougoslaves qui date, je le rappelle, de janvier 64, les Nouvelles Yougoslaves sont revenues en février dernier sur le même sujet à propos des prochaines élections à ce que nous appellerions les Conseils municipaux et les Chambres. Le principe des candidatures uniques, en fait sinon en droit, a été maintenu, mais les candidats qui figurent sur ces listes, ne sont plus désignés, comme précédemment, par les Comités de l'Alliance socialiste, ils sont désignés par les électeurs eux-mêmes au cours de diverses assemblées, mais des assemblées dans lesquelles, bien entendu, les organisations du parti ont leur rôle à jouer.

Quel est ce rôle ?

Voici le texte même des Nouvelles :

Les citoyens apparaissent dans un double rôle. Ils composent eux-mêmes les listes des candidatures ce qui, jusqu'ici, incombait exclusivement aux instances de l'Alliance socialiste, puis ils statuent en dernier lieu sur les listes définitives que l'on met au vote.

Le rôle des forces politiques, l'Alliance socialiste, qui est le principal pivot de l'activité politique dans la période électorale, la Ligue des communistes en tant que principale force d'orientation de la société, la Confédération des syndicats, l'Union de la Jeunesse, etc., consiste à présent à lutter aux réunions publiques, lors de la proposition des listes de candidature, pour des principes et des critères déterminés, pour que soient élus les hommes réellement les plus capables. Ces organisations veillent aussi à assurer la structure voulue des corps élus, c'est-à-dire à ce qu'y soient représentés dans une mesure suffisante, les producteurs directs, les femmes, les jeunes, les professions et catégories diverses de travailleurs afin que ces assemblées représentent effectivement tous les travailleurs.

On ne saurait mieux dire. Si ces principes sont réellement appliqués — je dis bien : si — la Yougoslavie offrira, pour la première fois sans doute depuis Athènes, l'exemple d'une démocratie directe et réelle.

## LA CONTRADICTION SOURCE DE VIE

Mais ne nous en effrayons pas ! tout au contraire, nous devons nous en réjouir. Car la contradiction est le grand facteur de vie, le moteur du progrès.

Une société qui ne comprendrait pas de contradictions croupirait et serait appelée rapidement à disparaître ; c'est la lutte entre ses éléments contraires qui en assure le maintien et le développement.

Pour exprimer cela sous une forme plus concrète, disons que l'opposition, l'antagonisme, les luttes entre les travailleurs des entreprises représentés par leurs comités de gestion, et le « Parti », quelle que soit la forme qu'il revête ou l'étiquette dont il se pare, nous semble être la condition nécessaire pour qu'une société socialiste soit une société « progressive ».

Mais la confrontation entre la masse et l'élite ne peut être fructueuse que dans le cas où l'élite reste une élite, c'est-à-dire qu'elle soit composée à peu près exclusivement de ces gens un peu bizarres qui, ne se souciant guère de leurs propres intérêts, ne se préoccupent que de l'intérêt de l'humanité.

Or, pour que l'élite demeure composée de tels gens, pour qu'elle reste une élite et ne devienne point une classe, ou, plus exactement un ordre, un ordre de privilégiés, il est indispensable que ses membres ne jouissent d'aucun privilège, d'aucun avantage matériel.

Dans la période de combat le « militant » a la même vie que le non militant ; sa seule récompense réside dans la plus grande richesse de sa vie et de ses sentiments. Eh ! bien, il est indispensable que cette situation se perpétue après la victoire ; il est indispensable que dans la société nouvelle soit appliqué rigoureusement le principe de Proudhon : « Toute prééminence sociale accordée ou, pour mieux dire, usurpée sous prétexte de supériorité de talent ou de service est iniquité et brigandage ».

Sinon, l'élite ne serait plus en état de remplir son rôle. Ce serait la défense et l'accroissement de ses privilèges, et non plus l'intérêt de la société, le progrès de l'espèce humaine, qui deviendrait sa préoccupation dominante. (4)

Dans une telle société la civilisation régresserait, ou tout au moins stagnerait. Car il y aurait entre elle et la société bourgeoise où il y a pourtant aussi des privilégiés, et qui pourtant est progressive, la différence essentielle que

(4) Il est intéressant de constater que celui qui, le premier, traça le tableau de ce que devrait être, selon lui, une société parfaite, voyait comme conditions essentielles au fonctionnement de celle-ci : 1° l'existence d'une élite organisée, 2° l'obligation faite à cette élite d'être pauvre.

Tout le fonctionnement de la société que décrit Platon dans sa « République » dépend, en effet, d'un corps de « gardiens », de gardiens de l'Etat, qui est distinct des « magistrats » c'est-à-dire de l'appareil d'Etat, et qui est chargé d'assurer la défense de l'Etat contre les entreprises du dehors et contre les ennemis du dedans, contre tous ceux qui voudraient changer les principes sur lesquels est bâti l'Etat ou qui les transgresseraient. Autrement dit, ce corps de « gardiens » n'est autre que « le

j'ai déjà dite : dans une société bourgeoise, le privilège du capitaliste, son profit, est fonction de son activité économique, tandis que dans une société socialiste il en serait à peu près complètement indépendant.

Cependant, le souci de ne point transformer les militants d'hier, ou leurs successeurs, en privilégiés semble être à peu près totalement absent de l'esprit des dirigeants des nouveaux régimes.

En Yougoslavie on a bien vu un cri d'angoisse s'élever avec Djilas dénonçant la « nouvelle classe », mais Djilas a été aussitôt réduit au silence. Il semble bien aussi qu'en Chine le danger ait été pressenti par la vieille garde de ceux qui ont fait la « longue marche », mais les mesures qui ont été prises, telle l'obligation d'un mois de travail manuel par an pour tous les fonctionnaires et travailleurs dits intellectuels, sont loin d'être suffisantes.

Le problème est pourtant fondamental. S'il n'y a plus d'élite, si celle-ci a été entièrement remplacée par des privilégiés, non seulement on tourne le dos au principe du socialisme, qui exige l'égalité sociale entre tous les hommes, mais c'en est fait, à plus ou moins brève échéance, de toute progression de l'économie et de la civilisation dans les pays non capitalistes.

R. LOUZON.

Parti », le parti unique de nos nouveaux Etats du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais, pour que ces gardiens demeurent aptes à remplir leur fonction, il faut, dit Platon :

Assigner aux gardiens des demeures et des biens qui ne les empêchent pas d'être des gardiens aussi parfaits que possible et qui ne les portent pas à maltraiter les autres citoyens...

Aucun d'entre eux n'aura rien qui lui appartienne en propre sauf les objets de première nécessité ; ensuite, aucun d'eux n'aura d'habitation ou de cellier où tout le monde ne puisse entrer.

Quant à la nourriture nécessaire à des athlètes guerriers, sobres et courageux, ils s'entendront avec leurs concitoyens qui leur fourniront en récompense de leurs services les vivres exactement indispensables pour une année, sans qu'il n'y ait ni excès ni manque, ils viendront régulièrement aux repas publics et vivront en communauté comme des soldats en campagne.

Pour l'or et l'argent, on leur dira qu'ils ont toujours dans leur âme de l'or et de l'argent, qu'il est impie de souiller la possession de l'or divin en l'alliant à celle de l'or terrestre, parce que des crimes sans nombre ont eu pour cause l'or monnayé du vulgaire, tandis que l'or de leur âme est pur ; qu'eux seuls, de tous les citoyens ne doivent pas manier ni toucher l'or et l'argent, ni entrer sous un toit qui en abrite, ni en porter sur eux, ni boire dans l'argent ou l'or, que c'est le seul moyen d'assurer leur salut et celui de l'Etat.

Dès qu'ils auront en propre, comme les autres, un champ, des maisons, de l'argent, de gardiens qu'ils sont, ils deviendront économes et laborieux, et, défenseurs de la Cité, ses tyrans et ses ennemis ; haïssants et haïs, traquants et traqués, c'est ainsi qu'ils passeront toute leur vie ; ils redouteront davantage et plus souvent les ennemis du dedans que ceux du dehors, et ils courront alors au bord de l'abîme, eux et la Cité.

Autrement dit, il faut que la situation faite à l'élite l'oblige à demeurer une élite.

# COMMENT S'EST DÉROULÉ LE CONGRÈS des TRAVAILLEURS de la TERRE ALGÉRIENS

Il était prévu que le Congrès commence ses travaux à 8 heures du matin (de vendredi). Mais il n'a commencé qu'à 11 heures.

Les délégués étaient là (au lycée Amara Rachid à Ben Aknoun) depuis très tôt le matin. Réunis en petits groupes, ils discutaient sans interruption. Parfois calmement, souvent avec passion. Ils discutaient de plusieurs questions : la date de la tenue du Congrès... la façon dont étaient choisis les délégués, etc. De temps à autre, le chahut monte et des délégués menacent de se retirer.

Ici un délégué des ouvriers agricoles est contesté par les fonctionnaires de l'O.N.R.A. Là un délégué de l'O.N.R.A. est rejeté par les ouvriers qui lui contestent qu'il soit un ouvrier agricole.

Dans un de ces groupes, nous avons entendu un ouvrier d'Orléansville dire à un fonctionnaire de l'O.N.R.A. : « Vends la 404, enlève les gants, viens labourer avec nous ; à ce moment-là tu seras parmi nous. »

Toutes ces divergences n'étaient pas nées au Congrès. Elles s'étaient manifestées dans les pré-congrès qui se sont déroulés différemment. Certains pré-congrès se sont bien passés. Dans d'autres, la bureaucratie a choisi les délégués sans tenir compte de l'avis de la base.

Jusqu'à 11 heures, ces discussions continuaient leur train. On lisait sur les visages des expressions de tension, de mécontentement ; les paysans aux turbans blancs, jaunes agitaient leurs bras en disant qu'ils n'accepteraient pas de marcher comme des moutons sous les bâtons de la bureaucratie. Ils ne se sont calmés qu'avec l'arrivée du secrétaire général du parti, le frère Ben Bella qu'ils ont accueilli avec une tempête d'applaudissements et d'acclamations. Les paysans lui criaient : « Onsar El Hak Allah vansomrak ». (« Fais triompher la vérité — Que Dieu te protège. »)

BEN BELLA commence son discours en disant : « Je ne suis ni avec l'agriculture ni avec l'U.G.T.A., mais je dirais un mot sincère. Ce congrès a réalisé un de nos rêves, celui de voir organisés dans une Fédération les travailleurs de la terre. Vous avez pris des décisions dans votre premier congrès. La plupart de ces décisions n'ont pas été appliquées. Je suis venu ici pour vous parler sincèrement de nos insuffisances. »

Après s'être demandé : « Est-ce que l'autogestion est appliquée ? » le Président répond : « Non : les ouvriers ne jouent pas encore le rôle qui leur revient, l'Assemblée des Travailleurs, le Comité de Gestion, le Conseil des Travailleurs ne remplissent pas leurs fonctions telles qu'elles sont définies par les décrets de mars et la charte d'Alger. »

On procéda ensuite à la lecture des rapports en français. Les fellahs protestèrent en demandant la traduction, laquelle était souvent en arabe littéraire, que les fellahs ne pouvaient ni suivre ni comprendre clairement. On traduisit quelques chapitres importants ; mais du fond de la salle les fellahs criaient : « on n'a rien compris — parlez-nous en notre langue. »

Ensuite on donna lecture du rapport d'orientation qui est le plus important parce qu'il a fait ressortir les principaux points de l'autogestion, comme il a limité avec précision le rôle des syndicats révolutionnaires dans le régime nouveau. Dans ce rapport il est dit que « l'agriculture représente une grande part de notre production nationale. L'U.G.T.A. doit organiser tous les travailleurs de la terre afin de poursuivre la révolution agraire jusqu'à son terme car seul notre succès dans ce domaine peut nous aider à nous industrialiser. Ceux qui s'opposent ouvertement ou discrètement à la prise des moyens de production par les travailleurs sont des saboteurs. »

Et le rapport poursuivit... en disant que le rôle des syndicats est d'organiser les masses laborieuses et de les orienter dans le combat pour l'augmentation de la production...

Le second jour, on continue la lecture des rapports et des télégrammes, ce qui prit les deux-tiers du temps du congrès. Vers 10 heures du matin (de la seconde journée) des ouvriers se lèvent et demandent à leurs collègues de quitter le congrès en protestation contre la présence de délégués non élus. Une grande partie des délégués se lèvent et se dirigent vers la porte. Mais le Bureau du congrès arrive à calmer les délégués. Tout au long du congrès, le chahut, les cris, les accusations se répètent de toutes parts. On interdit à la presse de se mêler aux congressistes pour savoir ce qui se passe. Le président du congrès ne cesse de menacer de déclarer les séances à « huis clos ».

L'après-midi, le premier orateur est SIDKI, délégué du ministère de l'Agriculture, qui demande la formation d'équipes sportives, l'organisation de discussions et la formation de troupes théâtrales dans les fermes. Il rappelle que c'est la première fois que nos ouvriers ne payent pas les 2% pour l'assurance sociale (des voix, du milieu de la salle, lui répondent : « ce n'est pas vrai »).

Selon l'orateur, il n'y a aucune différence entre le fonctionnaire et l'ouvrier.

Ensuite, ABDEL MALIK, un des responsables de l'O.N.R.A., déplore le fait que, dans certaines fermes, les ouvriers ont pris d'eux-mêmes l'initiative de créer des comités d'épuration pour épurer les harkis et les traitres des fermes, en soulignant que ces initiatives mèneraient au chaos. Il conseille aux ouvriers de ne pas demander les allocations familiales car « cela coûterait 120 milliards ».

Il continue en disant : « nous avons appliqué certaines résolutions du premier congrès : nous avons créé 42 coopératives pour la commercialisation des produits du secteur autogéré et nous avons créé 180 stations de légumes. »

Puis le délégué d'ANNABA prend la parole. Il critique le projet de statut de la ferme autogérée qui met les organismes sous l'autorité du directeur. Il demande, s'il n'y a pas de secrets, qu'on explique ce qu'on vise par ce statut. (*Ce statut a été retiré après avoir soulevé l'opposition de la majorité.*)

ESSAIF AL ARBI (des Aurres) commence son discours en disant : « nous voulons la liberté. Nous sommes contre l'oppression. Nous refusons tout paternalisme bureaucratique. *(Il est accueilli par une tempête d'applaudissements.)* Nous voulons des écoles pour nos enfants, des écoles de formation pour les ouvriers agricoles d'avant-garde. Nous voulons les allocations familiales pour les ouvriers agricoles et la distribution des bénéfices, des stations pour la conservation des produits agricoles. »

BOUDHRAA ABDELLAH (Constantine) dénonce d'abord la contre-révolution soutenue par la réaction interne et externe. Puis il demande au parti et au gouvernement de respecter les décrets de mars et d'appliquer toutes les décisions du premier congrès et la charte d'Alger (qui est notre lanterne dans l'obscurité). Il continue : « il y a des ouvriers qui vivent encore sous la dictature de despotes, de responsables, ennemis du pauvre et du faible. Les décrets de mars donnent aux ouvriers le droit de gérer la ferme. Mais les ouvriers ne gèrent pas la ferme. Il voudrait que les services de l'Agriculture présentent les comptes aux ouvriers et que les ouvriers contrôlent ces comptes. « Les ouvriers sont capables d'appliquer les décrets de mars mais certains fonctionnaires les en empêchent. » Puis il frappe fortement sur la table en disant : « comment les ouvriers agricoles peuvent-ils nourrir dix enfants avec la faible mensualité qu'on leur donne, alors que certains fonctionnaires touchent des traitements honnêtes ? » Il propose de former des coopératives de consommation dans les grandes fermes ou dans les groupes de fermes proches et de créer des

usines de transformation des produits agricoles. Il demande aux délégués de s'exprimer d'une manière franche et révolutionnaire et sans aucune peur. Il demande la construction d'écoles pour les enfants des ouvriers agricoles « car moins de 25 % de ces enfants vont à l'école ». « Il faut instruire aussi les adultes et former des équipes d'infirmiers dans les villages et les douars. » Il demande de réaliser rapidement l'étape suivante de la Réforme agraire comme l'exige la charte d'Alger, d'exproprier les gros propriétaires et de supprimer les S.A.P. avant tout car « les S.A.P. sont des outils laissés par le colonialisme qu'il faut détruire ». Avant de finir son discours que les congressistes ont acclamé debout, il dit en conclusion : « Frères, vous connaissez tous les pressions et les oppressions exercées par l'administration. Nous lutterons contre le despotisme quelle que soit sa source. Les ouvriers qui ont droit d'assister au congrès et de s'appeler ouvriers agricoles sont ceux qui se livrent au froid et au soleil, qui suent des labours et des moissons. Et ce sont ceux qui défendent les droits des ouvriers. Quant à ceux qui donnent des ordres, les mains dans les poches, ils ne sont pas des nôtres. Ceux-ci qui veulent s'occuper des ouvriers sont au-dessus des ouvriers. »

**BOU-AOUINA (de Constantine) :** « Je suis d'accord avec tout ce qu'a dit Boudhrâa. Et je vous dis que chaque ouvrier doit aujourd'hui vider tout ce qu'il a dans le cœur. » Puis il demande aux ouvriers des villes et des campagnes de marcher la main dans la main pour l'application de la charte d'Alger. « Cette alliance est la seule condition pour la réussite du socialisme. Il faut abattre les réactionnaires et les conservateurs. »

**HAMDACHE BOUELAM (Aïn-Temouchent).** — « On dit qu'on nous paye 800 F. Mais nous touchons 750 F desquels on enlève l'assurance sociale dont on ne bénéficie pas. Est-ce que je mens ou je dis la vérité ? » (un tonnerre de voix unanimes : « c'est vrai »). Il reprend : « on a expulsé nos enfants des écoles parce qu'ils ne sont pas propres et qu'ils n'ont pas de souliers. Mais nous ne pouvons pas leur acheter des souliers. » Il frappe sur la table en criant : « cela est contraire à la Constitution socialiste que nous avons votée tous ». Il continue : « Pourquoi le fonctionnaire du secteur agricole touche 120.000 francs par mois ? Ajoutez, frères, les allocations familiales et le logement sans loyer et les voitures de l'Etat ; alors que les ouvriers de la terre et surtout les ouvriers saisonniers ne travaillent que 6 à 7 jours par mois à cause de la pluie et touchent 735 F par journée de travail. » Il ajoute : « ceux qui touchent des dizaines de milliers sont là et ils parlent au nom du pauvre ouvrier. Frères, est-ce que je dis la vérité ? Oui ou non ? » (*les ouvriers se lèvent, répondent comme une seule voix : « oui, oui ! c'est vrai ! »*).

Il reprend : « Le frère de Ben Bella a liquidé Ben Gana et Borgeaud. Et nous, nous devons liquider les bourgeois qui nous dirigent. Et il faut que le frère Ben Bella nous aide contre ces « ghoulis » (loups). Donnez-nous la démocratie et nous vous montrerons comment nous les vaincrons. (*Les congressistes se lèvent et clament en chœur : « nous les vaincrons, nous les vaincrons ! »*).

Le Président veut retirer la parole à Hamdache, mais les congressistes crient : « laisse-le parler, laisse-le parler ».

Hamdache reprend : « les fonctionnaires nous ont dit : « appuyez-vous, sinon on vous « apprendra » et on vous « montrera ». Frères, pourquoi ça ? Pourquoi aujourd'hui il y a encore cette dictature sur nous ? »

Puis il décrit la situation des ouvriers de sa région : il y en a qui travaillent sans être payés. Ne regardez pas à moi qui ai un pardessus. Regardez celui qui n'a pas un quart de pain par jour. Par Dieu (Ou Allah !) si mon pardessus fait fait avancer le socialisme, je le vendrais. Je donnerais ma vie pour le socialisme. »

Sous un tonnerre d'applaudissements, il dit : « En Algérie, il ne faut pas qu'il y ait des salaires de 200.000 F alors que les ouvriers sont pétris par la faim. Ouallah, frères, il y a des ouvriers qui travaillent avec moi, qui ne trouvent rien à manger pendant quatre jours. »

Il continue : « Frères, la bourgeoisie des 404 a voulu m'acheter, mais elle n'a pas pu. Parce que nous sommes ouvriers, toujours avec les ouvriers et contre la bourgeoisie, qu'elle soit dans l'administration ou ailleurs. »

« Nous ne demandons pas au Gouvernement de nous donner à nous, ou aux ouvriers saisonniers ce qu'il ne peut pas nous donner. Mais nous voulons qu'il enlève aux gros ventres engraisés pour donner aux pauvres. »

Il quitte la tribune en criant : « Vive le socialisme ! Vive les ouvriers de la terre ! La vérité ! (Assah fi Essah !) A bas les oppresseurs ! »

*Les ouvriers se lèvent, clament, dansent ; leurs turbans se défont, une partie par terre, l'autre encore sur la tête. Une atmosphère de délire. On répète en chœur (et en rythme !) les slogans lancés par Hamdache.*

**BELKACEM OUICHE (Oran)** demande la nationalisation des stations de produits agricoles et développe sa proposition.

**BEN DAOUD MOHAMED (Saïda) :** « Frères, 63 comités de gestion m'ont chargé de dire deux mots seulement :

1° 63 fermes n'ont pas été payées depuis deux mois. Il y a des ouvriers qui dorment à la belle étoile. Et il y a des cadres qui ont dix maisons !

2° 63 comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par les bourgeois. »

**MAHDAOUI MOHAMED (Saïda) :** « Nous avons 163 fermes détruites. Les ouvriers habitant dans des gourbis. Il n'y a pas d'écoles. Alors que nous travaillons, nos enfants errant dans la nature. »

**BENKHEDDA AYACHE (Aïn-Temouchent) :** « Depuis deux ans, nous travaillons la terre comme les colons ou mieux. Nous voulons que sorte de ce congrès un syndicat révolutionnaire et fort qui impose nos propres décisions et les décrets de mars. Nous voulons des pharmacies dans les fermes ! » Puis il crie : « Les fonctionnaires de l'O.N.R.A. nous viennent dans les 404 et nous disent qu'il n'y a pas d'argent pour employer les ouvriers chômeurs. Ils nous colonisent toujours. Nous devons lutter pour notre droit et pour nos lois où qu'elles soient. Frères, je suis délégué du pauvre ouvrier. Je ne suis pas délégué du ministère de l'Agriculture. Cette Fédération doit être la Fédération des Ouvriers de la Terre et non pas la Fédération du ministère de l'Agriculture. »

Ces mots, il les improvise après avoir jeté un papier qu'il avait en main. Il crie : « vive le pauvre ouvrier ! »

**BOUGHEFFA DJELLOUL (Sidi-Bel-Abbès) :** « Ce congrès n'est ni le congrès des chargés de gestion, ni le congrès de l'O.N.R.A. Il est le congrès du paysan qui travaille dans la ferme, qui sue et a faim et n'est payé qu'après deux mois. »

A propos de l'assurance sociale, il dit : « Si vous nous donnez l'assurance sociale, on vous dit Tabarak Allah. Sinon, on le prendra nous-mêmes. »

Puis, « il faut que l'O.N.R.A. et les chargés de gestion mettent fin à leurs interventions dans les affaires des ouvriers. » Et il ajoute avec une expression de colère : « le délégué de l'O.N.R.A. chez nous a cinq chaouch dans une superficie de 50 ha. Il y a ici des gens qui disent qu'ils représentent Sidi-Bel-Abbès, mais les ouvriers ne les ont pas élus. Et nous qui avons la confiance des ouvriers, on a refusé de nous donner les cartes. »

Parlant des agissements de la bureaucratie : « un boulon coûte 3.000 F, on nous l'a compté à 30.000 F. Comment voulez-vous que l'autogestion réussisse avec ces gens-là ? Quant à l'argent des légumes, on ne sait quel oued l'a englouti. »

Et il ajoute : « L'Algérie ne s'est pas libérée par les gens de l'O.N.R.A. »

En conclusion, il demande aux ouvriers d'aider les pauvres paysans de 5 ha.

Le Président refuse de donner la parole à un ouvrier d'Oran sous prétexte que trois délégués de sa région ont pris la parole.

**DARBAL ALLAOUA (Sétif)** demande que la radio consacre des programmes quotidiens aux travailleurs de la terre. Il demande aussi de créer



le plus vite possible des Unions paysannes et des coopératives de consommation pour lutter contre les spéculateurs.

#### SIDJEL HOHCINE (Tizi-Ouzou) :

« Frères, que Dieu anéantisse le colonialisme. Je ne sais pas lire, mais je dis que nous avons posé la première pierre du socialisme. Le socialisme intéresse l'analphabète et l'instruit. Le socialisme, frères, c'est la lutte de l'Algérie, le feu de l'Algérie, les canons de l'Algérie. Il y a beaucoup de contradictions dans les fermes. Il faut qu'il y ait un contrôle spécial. Il y a du sabotage dans les grains et les machines. Par exemple, les grains de blé que nous recevons sont mélangés à moitié avec de l'orge. Frères, la SAP spécule sur le dos des Comités de gestion. Et ce qui coûte 20 F, elle nous le compte deux fois plus cher.

L'ouvrier est persécuté par la SAP. Nous travaillons mieux qu'eux, de l'aube jusqu'à 9 heures du soir et nous réussissons le socialisme qu'ils veulent détruire. L'ouvrier n'a pas moins de valeur qu'un préfet ou un ministre. Il faut châtier quelqu'un le persécute.

Le point important, frères, c'est qu'il faut installer un contrôle strict sur tous depuis l'ouvrier jusqu'à Ben Bella et de l'Est de l'Algérie jusqu'à l'Ouest. »

LARBI MOHAND (Tiaret) intervient au nom des fonctionnaires du ministère. Il salue l'article 41 du statut interne qui prévoit des sanctions contre les « ouvriers réfractaires ». A son avis, l'ouvrier doit avant tout être militant du parti pour avoir des droits.

#### BEN RESSAG AHMED (Tlemcen) :

« Il y a des bourgeois qui ont pris des terres de l'autogestion. »

AHMED MABROUK (Al Asnam) dénonce les différentes méthodes de sabotage exercées par la bureaucratie contre l'autogestion.

Exemple : Nous avons des vergers de grenadiers dont le prix des fruits est de 7 millions de francs. Mais l'O.N.R.A. a demandé 20 millions pour que personne ne l'achète. Et c'est ce qui s'est passé. Les grenades ont pourri sur les arbres. Sur 17.000 arbres, on aurait pu avoir mille quintaux. Mais nous n'avons vendu que 300 quintaux. Le reste a pourri sur place. C'est du sabotage.

Et après ça, on vient dire que les ouvriers ne travaillent pas. Depuis deux mois, on travaille jour et nuit sans être payés. On nous a envoyé un spécialiste des vendanges. Mes frères, je vous jure qu'il ne sait même pas cueillir des tomates. Moi, depuis trente ans je fais ce travail. Et il me dit que je ne sais pas le faire. De mes yeux, je regardais le raisin que j'ai planté et arrosé de ma sueur, pourrir. Je dois dire franchement : nous n'acceptons pas la dictature des fonctionnaires. Il faut qu'on nous paye tous les 15 jours. Pourquoi on paye l'assurance sociale alors que nous achetons les médicaments de notre propre argent ? Et pourquoi on n'a pas de jour de repos toute l'année ?

BERRADA AHMED (Oran) : « Les fonctionnaires nous disent : vous êtes toujours sous nos pieds. L'ouvrier reste sur le tracteur pendant dix heures. Mais quand le fils de l'ouvrier a faim, son père oublie le travail et perd sa raison. »

ADJALI ABDELKADER (Al Asnam) : « Nous sommes ici au nom des ouvriers et pour les ouvriers. Nous sommes contre les pressions exercées sur les délégués. Nous voulons qu'on applique la charte d'Alger et les décrets de mars : « cette étoile du matin qui guide l'ouvrier dans la voie mohammédienne. »

« La SAP détruit les camions, voulant par là détruire l'autogestion. »

\*\*\*

Y a-t-il un commentaire à faire après ce qu'ont dit les ouvriers de la terre eux-mêmes en trois heures seulement ? Sauf de répéter que les ouvriers sont adultes.

Laissez-les prendre en mains leur destin, comme a dit le Président Ben Bella.

Si dans l'intérieur d'un Etat, vous n'entendez le bruit d'aucun conflit, vous pouvez être certain que la liberté n'y est pas. Un gouvernement libre, c'est-à-dire toujours agité.

MONTESQUIEU.

## Un jeune Noir parle de la Chine rouge

En 1960, John Heyr, étudiant ghanéen, fervent marxiste, admirateur enthousiaste de la Chine rouge, est inscrit à la Faculté de médecine de Pékin ; son voyage et ses dépenses sont payés par son gouvernement et celui de Pékin. En avril 1962, sur 118 étudiants noirs, 96 ont obtenu leur rapatriement, 10 autres ont demandé leurs passeports. John Heyr a publié les résultats de sa douloureuse expérience dans un livre : « Un étudiant africain en Chine » écrit en anglais, dont la traduction française vient de paraître.

Cueillons ici quelques observations. Il y a la caste des maîtres : grands chefs et hauts fonctionnaires :

« Dans le brouillard chinois actuel, fait d'une sinistre pénurie de nourriture, de vêtements et d'autres biens de consommation, les membres de cette caste de maîtres peuvent obtenir ce qu'ils désirent alors qu'on ne peut avoir nulle part ces choses dans le pays. Ils disposent de magasins spéciaux qui pourvoient à leurs besoins, des magasins qui sont interdits au public en général. Vous avez sans doute entendu parler de l'excellence des plats chinois. Ces plats spéciaux sont ceux que les maîtres et leurs familles mangent à la maison, et c'est ceux que l'on sert aux invités étrangers lors des banquets officiels ou privés. On leur fabrique des cigarettes spéciales, les meilleures et les plus chères faites dans le pays. Les Chinois ordinaires ne peuvent s'en procurer.

Immédiatement au-dessus de cette « aristocratie » s'est constituée une nouvelle « noblesse » composée

des membres du parti qui détiennent les postes importants : présidents d'universités, directeurs d'entreprises et d'organismes d'Etat, etc. Pour eux aussi voitures, allocations spéciales de nourritures et de vêtements, magasins spéciaux.

Quant à l'immense prolétariat ouvrier et paysan, « Ils portent les vêtements les plus pauvres, fument les cigarettes les moins chères et qui sentent le plus mauvais et boivent la plus infecte décoction imaginable, baptisée vin. Sous-alimentés et mal vêtus, c'est à eux que les besognes les plus pénibles, les tâches les plus rebutantes sont réservées au nom de ce système communiste qui est supposé avoir été adopté en premier lieu pour qu'ils en soient les bénéficiaires. »

On exporte cependant riz et céréales arrachés aux paysans chinois pour avoir des devises (dollars, livres sterling, francs) permettant l'équipement de la base nucléaire de Sin-Kiang.

Que veut le parti chinois ?

« Le prestige mondial, des bombes, plus de territoires, de la propagande pour convertir l'Afrique et le Sud-Est asiatique ainsi que l'Amérique du Sud au communisme, toutes ces choses que le peuple chinois, abandonné à lui-même, voudrait le moins. Qu'est-ce le peuple obtient ? Ce que veut le parti, qui est puissant et souhaite de faire courber l'échine à tout le monde. Au lieu d'avoir plus de riz, le peuple a plus de bombes. »

Ce n'est qu'un témoignage... mais qui confirme beaucoup d'autres.

# La situation des Juifs en U.R.S.S

Au cours de l'Assemblée du Conseil de l'Europe qui s'est réunie au début de ce mois à Strasbourg, M. Georges MARGUE (chrétien-social luxembourgeois) fit un rapport sur le sort de la minorité juive en U.R.S.S., à qui sont systématiquement refusées les facilités données aux autres minorités nationales, par exemple, aux Allemands de la Volga, en dépit de l'article 123 de la Constitution soviétique qui proclame « l'égalité en droits des citoyens de l'U.R.S.S., sans distinction de nationalités, ni de races ».

Voici d'après le journal « Le Monde », l'essentiel des déclarations de M. Margue :

« Les autorités soviétiques essaient d'étouffer la vie culturelle et religieuse des quelque deux millions trois cent mille juifs vivant sur le territoire de l'U.R.S.S. Après la détente relative intervenue après la mort de Staline, la situation s'est de nouveau détériorée. Les écoles juives n'ont pu être rouvertes, les publications en yiddish sont restreintes à un seul mensuel littéraire. La dernière école hébraïque a été fermée, l'étude de l'hébreu est interdite, la dernière édition de la Bible hébraïque remonte à 1917. Alors que les autres communautés religieuses peuvent nouer des relations avec l'étranger, on interdit aux chefs des communautés juives tout contact avec d'autres pays.

« D'autre part, les juifs semblent servir de boucs émissaires dans les procès économiques. De juillet 1961 à novembre 1963, cent douze des cent quatre-vingt-deux personnes condamnées à mort pour ces raisons étaient des israélites.

« Parmi les préjudices les plus graves subis par les israélites compte le refus des autorités soviétiques d'autoriser la réunification des familles disloquées par les persécutions nazies. Les juifs russes n'ont pas le droit de rendre visite à leur famille à l'étranger et moins encore d'émigrer en Israël.

Devant une telle situation, l'Assemblée du Conseil de l'Europe, qui exprime sa constante préoccupation du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait appel à l'U.R.S.S. pour qu'elle contribue à la détente Est-Ouest en accordant aux juifs les droits et facilités d'ordre religieux et culturels garantis à tous les groupes religieux et ethniques par sa Constitution et en faisant cesser les discriminations à leur égard.

## NOS DEUILS

Il y a quelques mois disparaissait, emporté par un mal incurable, notre camarade Autuche. Depuis sa retraite, en 1959, il vivait paisiblement dans la maison qu'il avait fait bâtir à Mougins (A.-M.) en compagnie de son épouse et de son jeune fils. Rappelons qu'il avait été instituteur en Haute-Loire et, avant-guerre, membre du bureau de la section départementale du S.N.I. Il était même secrétaire de la section à l'époque de Munich. Pendant la guerre, il avait été déplacé dans les Pyrénées, puis en Lozère.

Sa droiture, sa loyauté étaient reconnues de tous. Que sa veuve et ses enfants soient assurés que les camarades qui l'ont connu compatissent à leur deuil. — BEAU.

\*  
Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le terrible accident d'automobile qui a tué, dans la soirée du 13 mai, trois jeunes étudiantes dont la fille de notre ami Paul Ruff. Nouvelle tragédie dont l'absurdité égale l'injustice. Que Ruff et sa compagne trouvent ici l'expression de notre amitié, de notre révolte impuissante contre cette atrocité.

## Vient de paraître :

### LE TOME II DU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE du MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

réalisé sous la direction de

JEAN MAITRON

Ce tome II comprend les personnes citées de **D à Lz.** (pour la période 1789-1864).

Un volume 16 x 25 relié pleine toile, de 536 pages, sous jaquette illustrée : **57,00 F.**

Le tome I comprenait les personnes citées de **A à Cz.** (pour la même période).

Un volume 16 x 25 relié pleine toile, de 496 pages : **48,00 F.**

LES EDITIONS OUVRIERES  
12, Avenue Sœur-Rosalie, Paris

# LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 1<sup>er</sup> AVRIL.** — En Belgique, grève des journalistes de la Radio et de la Télévision.  
 Protestation de P.U.R.S.S. contre la Chine populaire qui fait obstacle à l'aide soviétique au Vietcong.

**VENDREDI 2.** — Au Maroc, reprise en trois ans des terres exploitées par des étrangers.  
 Grève de 2 heures dans la métallurgie de Saint-Etienne. Lock-out à la Société FOP.  
 A Paris, congrès du Syndicat de l'Enseignement supérieur.  
 A Cligny, conférence d'information de la S.F.I.O.

**LUNDI 5.** — Bombardements aériens américains au Vietnam du Nord.  
 Lancement d'un satellite américain avec réacteur nucléaire.

**MARDI 6.** — L'autoroute de Berlin fermée au trafic  
 La Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. s'élève contre la prescription des crimes de guerre.  
 Ouverture à Alger du procès d'Aït Ahmed, leader du parti d'opposition.  
 Grève des étudiants de la Faculté des Sciences de Paris.

**MERCREDI 7.** — A Berlin-Ouest, ouverture de la session du Bundestag.  
 A Baltimore (U.S.A.), le président Johnson accepte la négociation sur le Vietnam, sans préalable.

**JEUDI 8.** — Le taux d'escompte de la Banque de France, ramené de 4 à 3,5%.  
 En Espagne, nouvelle loi sur les syndicats.  
 A Paris, congrès de la Fédération C.G.T. des Industries chimiques.  
 Grèves aux usines Peugeot à Sochaux.

**SAMEDI 10.** — Ouverture à Marseille des congrès du Secondaire et du Technique.  
 A Paris, congrès du syndicat des collèges, opposé à la Fédération de l'Education Nationale.

**MARDI 13.** — Pietro Nenni, leader socialiste italien, vice-président du Conseil, reçu par le Pape.

**MERCREDI 14.** — A Jérusalem accord germano-Israélien.  
 Extension de l'aide de l'Etat à l'enseignement privé.  
 Grève de 24 heures des Chemins de fer italiens.

**JEUDI 15.** — Raids américains nocturnes au-dessus du Vietnam-Nord.  
 Ralliement au gouvernement de leaders rebelles congolais.

**VENDREDI 16.** — Amnistie générale au Maroc.  
 Tentative de coup d'Etat en Bulgarie.  
 111 condamnés grâciés par le Président de la République.

**SAMEDI 17.** — A Washington, 15.000 jeunes Américains manifestent pour la paix au Vietnam.  
 A Genève, 21<sup>e</sup> session de la Commission des Droits de l'Homme.  
 A Athènes, congrès de la Fédération internationale des Droits de l'Homme.

**DIMANCHE 18.** — Le gouvernement chinois proclame son aide au Vietcong.

**LUNDI 19.** — Aux Etats-Unis, formation d'un nouveau parti communiste.

**MARDI 20.** — Le Vietnam-Nord demande que le Front National de Libération du Vietnam-Sud participe à d'éventuelles négociations.  
 A Bordeaux, congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France.

**JEUDI 23.** — Le gouvernement de Pékin rejette l'appel des pays « non alignés » pour des négociations sur le Vietnam.

**VENDREDI 23.** — Chez Bull-General Electric, licenciement de 500 salariés.  
 Aux usines Peugeot à Sochaux, extension de la grève.  
 Augmentation de 5% des salaires minima dans l'industrie textile.  
 Rencontre à Paris de jeunes syndicalistes français et allemands.

**SAMEDI 24.** — Violents incidents indo-pakistanaïens dans la région de Kitch.  
 Coup d'Etat à Saint-Domingue contre la junte militaire.

**DIMANCHE 25.** — Arrivée à Paris de M. Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères.  
 Combats dans les rues de Saint-Domingue.

**LUNDI 26.** — Manifestation des phalangistes de gauche à Madrid.

**MARDI 27.** — Allocution radiodiffusée du président de Gaulle.  
 On a retrouvé à Badajoz, en Espagne, les cadavres du général Delgado et de sa secrétaire.  
 Création au Caire d'un conseil suprême de la Révolution congolaise.  
 A Venissieux, les grévistes de Berliet envahissent les bureaux.  
 Grève des douaniers d'Orly.

**MERCREDI 28.** — En République dominicaine, intervention de la marine et de l'aviation contre les partisans du président Juan Bosch.  
 Violentes manifestations anti-tunisienne au Caire.

**JEUDI 29.** — Réunion du Conseil de l'Organisation des Etats américains, plusieurs gouvernements désapprouvent l'intervention des Etats-Unis à Saint-Domingue.  
 Au Caire, les représentants des Etats arabes repoussent la proposition Bourguiba pour le règlement pacifique du conflit avec Israël.  
 Aux Etats-Unis, accord entre les patrons et les syndicats de la sidérurgie.

**VENDREDI 30.** — A Zadar (Yougoslavie), M. Mihajlov est condamné à dix mois de prison pour sa dénonciation des camps de concentration staliniens.  
 A la Bourse du Travail de Paris, meeting de 2.000 travailleurs de la Bull-General Electric.

## D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1965

### RECETTES :

Abonnements		
Ordinaux	1.903,—	
Soutien	1.347,78	3.250,78
Souscription		95,—
Vente au numéro		106,50
Ventes de librairie		20,—
<b>Total des recettes</b>		<b>3.472,28</b>
En caisse au 1 <sup>er</sup> avril 1965		1.842,38
		<b>5.314,66</b>

### DEPENSES :

Téléphone	88,21	
Frais généraux	180,—	
Poste	63,60	
A régulariser	300,—	
<b>Total des dépenses</b>		<b>631,81</b>
En caisse au 30 avril 1965 :		
Espèces	311,30	
C.C.P.	4.371,55	4.682,85
		<b>5.314,66</b>

### ABONNEMENT DE SOUTIEN

Bardin (Seine), 100 francs; Bavard (Côte-d'Or), 30; Beaunée (Côte-d'Or), 30; Bracops (Belgique), 48,78; Dambourgès (Gers), 30; Daniel (Finistère), 30; Deleau (Gironde), 80; Delusme (Seine), 30; Faucier (Seine), 50; Fuvel (Ain), 100; Gallen (Somme), 50; Guenet (S.-et-O.), 30; Guilloré (Seine), 35; Hagnauer (Y. et R.) (S.-et-O.), 30; Humeau (Seine), 50; Lacolomberie (Seine), 40; Laufer (Seine), 50; Langue (Eure), 30; Marzet (Seine), 300; Maupieux (S.-et-O.), 50; Muratet (Tarn), 30; Poulet (S.-et-O.), 35; R.V.H. (Seine), 34; Travail (Gard), 25; Vildrac (Seine), 30. — **Total : 1.347,78.**

### SOUSCRIPTION

Barlin (Seine), 10 francs; Belliard (Calvados), 5; Cornier (Seine), 10; Giauffret (A.-M.), 10; Hebert (Gironde), 10; Laumière (S.-et-O.), 5; Maitre (Seine), 5; Maitron (Seine), 5; Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 5; Mormiche (Deux-Sèvres), 5; Rivière (Rhône), 20; Serret (Mme) (Ardèche), 5. — **Total : 95 francs.**

# Les Editions Syndicalistes

21 rue Jean-Robert - PARIS XVIII<sup>e</sup>

C.C.P. 21 764-88 Paris

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants aux prix indiqués (ajouter 10 % pour frais d'envoi) :

de <b>Georges Lefranc</b> :		
HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES TRAVAILLEURS (500 pages), au lieu de 12,50 F .....	5,—	F
de <b>Michel Ragon</b> :		
HISTOIRE DE LA LITTERATURE OUVRIERE .....	5,—	F
de <b>Maurice Dommanget</b> :		
HISTOIRE DU PREMIER MAI .....	7,50	F
EDOUARD VAILLANT (un grand socialiste - 1840-1915)	5,—	F
L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LA CULTURE SOUS LA COMMUNE .....	8,20	F
de <b>Jean Maitron</b> :		
HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE (1880-1914) .....	15,—	F
PAUL DELESALLE (un militant du syndicalisme) .....	6,—	F
de <b>A. Cuvillier</b> :		
Un journal d'ouvriers : L'ATELIER (1840-1850) .....	5,—	F
de <b>J. Danos et M. Gibelin</b> :		
JUIN 36 .....	6,—	F
de <b>Robert Louzon</b> :		
LA CHINE .....	5,—	F
d' <b>Alfred Rosmer</b> :		
MOSCOU SOUS LENINE .....	6,—	F
de <b>Roger Hagnauer</b> :		
LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE .....	6,—	F
L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE .....	9,50	F
de <b>Maurice Lime</b> :		
LES BELLES JOURNEES .....	5,—	F
LE MAIRE DU PALAIS .....	15,—	F

---

## LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent.

La première édition de cet ouvrage de **Nicolas Faucier**, édité par nos soins, a été rapidement épuisée. La seconde édition est parue. Un ouvrage : 15 F (franco 17 F).